



**Institut supérieur d'Education
physique et de Kinésithérapie
UNIVERSITE DE LIEGE**
Sart Tilman Bât. B-21 B-4000 LIEGE
Tél.: 04/366.38.91 Fax.: 04/366.29.01
Marc.Cloes@ulg.ac.be



Sport et société.

Vers une action de la Fondation Roi Baudouin

**Rapport définitif d'une étude subsidiée
par la Fondation Roi Baudouin
(Convention 2007-Q29000-010)**

Marc CLOES & Mary VANDERMEULEN

**Département des Sciences de la motricité
Université de Liège**

Liège : Décembre 2007

Table des Matières

1. Introduction	2
2. Revue de la littérature	3
3. Méthodologie	6
3.1 Constats.....	6
3.2 Etude prospective.....	8
4. Résultats.....	10
4.1 Questionnaire	10
4.2 Table de discussion.....	26
4.2.1 Présentation des actions proposées	27
4.2.2 Approfondissement des quatre actions principales.....	28
5. Conclusions et recommandations	32
6. Références.....	35
7. Annexes.....	38

1. Introduction

En Belgique, la Fondation Roi Baudouin est une référence en matière de développement du bien-être des citoyens. Depuis très longtemps, elle est aussi un des piliers belges en matière du développement d'activités utilisant les vertus sociales du sport et son rôle pour le bien-être de la population (Piéron & Vrijens, 1991). Toutefois, en 2004, le sport a été retiré des axes prioritaires de son programme d'intervention. Dans la perspective de générer des informations utiles à la conception du prochain plan quinquennal, le service « Intervention et Gestion en activités physiques et sportives » de l'Université de Liège a été chargé de réaliser une étude prospective visant à identifier des pistes d'interventions originales susceptibles de rencontrer les besoins actuels des acteurs de terrain dans le domaine du « sport social » et de stimuler le développement de ce dernier en Communauté Wallonie-Bruxelles.

La première étape de cette étude a porté sur l'établissement d'un état des lieux non exhaustif des initiatives utilisant le sport (l'activité physique en général) comme outil social : (ré)insertion, développement des liens entre les individus et/ou groupes, gestion de la violence,... Sur base des informations fournies par les acteurs de terrain, il était aussi question d'identifier les raisons justifiant le développement limité des initiatives locales ou régionales dans ce secteur d'activité et les moyens qui devraient être mis en œuvre pour remédier à cette situation.

Dans une deuxième étape, un groupe de praticiens s'est réuni en vue de faire émerger les pistes d'actions dans lesquelles la Fondation Roi Baudouin pourrait s'investir afin de rencontrer les attentes réelles des citoyens.

Des propositions concrètes ont ainsi pu être formulées. Elles peuvent être considérées comme des recommandations ou, mieux encore, comme une source d'inspiration.

2. Revue de la littérature

Le sport et l'activité physique en général font partie intégrante de notre culture même si certains auteurs et organismes soulignent l'augmentation galopante de la sédentarité (WHO, 2007). Outre leur rôle positif dans la promotion du bien-être et de la santé tant physique que mentale, le sport représente « une activité humaine qui repose sur des valeurs sociales éducatives et culturelles essentielles » (Conseil européen de Nice, 2000). Il est théoriquement un « facteur d'insertion, de participation à la vie sociale, de tolérance, d'acceptation des différences et de respect des règles » (Conseil européen de Nice, 2000).

Les activités physiques et sportives constituent un mode de liaison de chaque personne à la société. Depuis l'enfance, tout individu peut les exploiter afin de construire son identité sociale et devenir un membre autonome de son groupe d'appartenance. L'activité sportive fournit aux jeunes l'occasion d'être confrontés à des règles de vie et procure un point de ralliement à des populations hétérogènes en voie d'intégration dans un groupe nouveau. Elle permet de lutter contre l'isolement et la solitude auxquels sont parfois confrontées certaines catégories de personnes et est fréquemment utilisée comme moyen de prévention ou de lutte contre de nombreux maux et problèmes de la société (Cloes & Vincke, 2004).

Ces auteurs ont souligné que le rôle social du sport s'avérait être un centre d'intérêt privilégié pour les organismes et institutions dont l'objectif vise à améliorer les conditions de vie des citoyens. En Belgique, géré par la Fondation Roi Baudouin, le Fonds Nike soutient chaque année des projets axés sur des jeunes et utilisant le sport comme catalyseur de cohésion sociale. En Communauté française, malgré quelques initiatives souvent ponctuelles des pouvoirs publics, le « sport social » doit pourtant être considéré comme le parent pauvre des diverses formes de pratique. En effet, se situant à la croisée des compétences de plusieurs ministères (sport, éducation, santé, aide sociale), il ne parvient pas à trouver la place légitime qui lui permettrait de bénéficier de ressources nécessaires à son développement dans un cadre organisé. Pour fournir un argument soutenant cette position, il convient simplement de retenir que la fédération « sport pour tous » prévue dans le décret du sport en 1999 n'a toujours pas vu le jour et que nombre d'initiatives visant à lancer ce type de projet ont fait long feu, faute d'un accueil bienveillant ou de difficultés administratives.

La mise en place d'une structure de coordination constituait pourtant un élément central des recommandations de l'étude prospective « société et sport » menée par la Fondation Roi Baudouin (Cloes & Vincke, 2004). Ces auteurs ont pointé du doigt la grande diversité des activités proposées dans ce secteur d'intervention en Communauté Wallonie-Bruxelles : initiations sportives (Bourguignon, 1996, Ministère de la Région Wallonne, 1996), tournois (Fondation Roi Baudouin, 1987), aménagements de sites urbains (Ministère de la Région Wallonne, 1996), activités sport-aventure (Anstett, 1993 ; Fondation Roi Baudouin, 1992). Le Réseau Sport de Quartier a également été à l'origine d'un nombre important de projets, de même que de nombreux CPAS. Le manque de coordination et les difficultés rencontrées pour pérenniser les projets constituent en revanche un problème bien réel que Cloes et Vincke (2004) ont tenté de mettre en exergue en vue d'encourager le lancement d'actions concrètes dans la perspective d'améliorer la situation. L'objectif spécifique consistait à développer un site Internet qui deviendrait une « boîte à outils » mise à jour en permanence. Malheureusement, par manque de suivi et, surtout, de ressources humaines, le projet n'a finalement pas vu le jour.

Clément (1993) soulignait la difficulté d'identifier des critères objectifs susceptibles de déterminer l'efficacité des projets mis en œuvre. Par ailleurs, le peu de médiatisation de ce type d'activité n'encourage pas les chercheurs à s'intéresser à cette thématique. De Knop (1993) a toutefois entrepris de se centrer sur ce type de pratique. En Communauté Wallonie-Bruxelles, l'étude de Beltramini, Delfosse, Piéron et Cloes (2001) reste apparemment l'une des seules ayant porté sur le domaine du « sport social ». Ces auteurs ont ainsi clairement mis en évidence les besoins spécifiques des structures concernées en matière d'encadrement et de support.

Il semble dès lors opportun de se pencher à nouveau sur la recherche de moyens visant à systématiser et pérenniser ces activités. Ce type de message est en tout cas adressé régulièrement aux autorités publiques. Ainsi, outre un cycle de tables rondes réunissant les pouvoirs publics locaux, mis en place dans les provinces francophones dans le cadre d'une collaboration entre la Fondation Roi Baudouin et la société Dialogic en 2005, plusieurs événements ou interventions s'appuyant sur les déclarations des personnes qui oeuvrent sur le terrain avec des groupes de citoyens parmi les plus démunis ont été récemment organisées (Cloes, 2007). Dans tous les cas, si les pouvoirs publics prêtent une écoute attentive, il n'en

reste pas moins qu'il manque actuellement de manière cruelle d'actes forts permettant d'amplifier l'impact d'opérations telles que les « chèques sport ».

En se basant sur les opinions et le vécu des « chevilles ouvrières », ces personnes qui vivent au quotidien les problèmes des organisations impliquées dans le « sport social », il serait possible de mieux cerner leurs préoccupations et de choisir des moyens d'action pertinents puisque répondant directement à la réalité du terrain, efficaces parce que construit avec leur participation. Il s'agit là de l'objet même de ce travail.

3. Méthodologie

Comme mentionné précédemment, nous avons envisagé de procéder en deux étapes : (1) analyse de la situation et des expériences vécues sur le terrain ; (2) identification des actions à envisager pour améliorer la situation

3.1 Constats

Notre première démarche a consisté à identifier un maximum de personnes impliquées dans des initiatives utilisant le sport/l'activité physique comme outil d'insertion sociale, en Communauté Wallonie-Bruxelles. Compte tenu de l'absence de répertoire spécifique, nous avons constitué un échantillon en utilisant la méthode de la « boule de neige ». Cette approche non probabiliste s'avère appropriée lorsque les répondants sont difficiles à identifier. Nous avons ainsi sollicité des diplômés en éducation physique, les échevins du sport et des affaires sociales, des journalistes sportifs, des responsables du monde associatif (sportif ou non), en essayant d'obtenir leur collaboration au niveau de l'identification des personnes ressources impliquées dans tout type d'activité répondant à l'objet de notre analyse. Outre les informations attendues, nous avons reçu de nombreuses marques d'encouragement, soulignant l'intérêt porté par le public à l'égard de ce domaine d'intervention.

Parallèlement à ce travail de renseignement, nous avons construit un questionnaire destiné à recueillir les informations nécessaires pour obtenir un éclairage adéquat de la situation actuelle, en nous focalisant, d'une part, sur la description du projet concerné et, d'autre part, sur l'expérience des répondants dans le domaine. Douze thèmes ont été retenus. Nous avons opté pour des questions ouvertes afin de laisser toute liberté aux sujets pour développer leurs réponses. La maquette du questionnaire a tout d'abord été soumise aux commanditaires de la Fondation Roi Baudouin qui ont validé son contenu par rapport à leurs attentes. Ensuite, dans le cadre d'une étude pilote, les versions écrite et orale de l'instrument ont été testées. Deux sujets ont ainsi été sollicités pour répondre aux questions et proposer d'éventuelles remarques à l'égard de leur formulation, du niveau général de compréhension ainsi que de la facilité d'utilisation (longueur, place disponible pour répondre, ...). D'après les informations fournies et une pré-analyse des réponses, nous avons décidé de modifier légèrement la rédaction de deux énoncés. Le questionnaire définitif se trouve en annexe 1.

Nous l'avons envoyé à près de 200 personnes ou organismes identifiés comme des acteurs directs ou indirects du « sport social » dans la région concernée. Trois possibilités étaient offertes aux répondants pour transmettre leur avis : (1) par l'intermédiaire d'un entretien téléphonique ; (2) en répondant directement dans la version électronique du questionnaire qui devait alors être renvoyé par email ; (3) par courrier ou fax, en utilisant l'impression du fichier attaché qui leur avait été transmis préalablement. Les sujets étaient encouragés à préférer la formule écrite.

Les réponses (annexe 2) ont majoritairement été reçues entre le 3 septembre et le 18 octobre 2007. Dès que nous avons disposé d'une trentaine de questionnaires, nous avons construit, de manière inductive, un système de catégories pour chacun des thèmes abordés (annexe 3). Après une phase de confrontation et d'analyse de l'outil visant à en vérifier les critères d'exhaustivité et d'exclusivité mutuelle des catégories, nous avons encodé l'ensemble des réponses dans une base de données informatique.

Un contrôle de la fidélité inter-analystes a été effectué : deux codeurs ont ainsi analysé séparément 10 questionnaires et le résultat de leur travail a été comparé. Quel que soit la question prise en considération, le pourcentage d'accords inter-analystes dépasse très nettement le seuil de 80% exigé dans ce type d'étude (Kirkendall, Gruber & Johnson, 1987) (tableau 1).

Tableau 1 - Pourcentage d'accords inter analystes

Public	Activité	Objectif	Moment	Lieu	Succès	Apport	Facteurs favorables	Facteurs défavorables	Manque d'initiatives	Actions à mettre en place
100%	90%	96%	90%	100%	97%	100%	90%	100%	95%	100%

Le traitement des résultats a été réalisé par l'intermédiaire du logiciel *Statistica 7.1* (StatSoft, 2006) et a essentiellement consisté en une analyse des tables de fréquences. En effet, aucune comparaison en fonction de sous-groupes n'a été envisagée.

A partir des données des 47 premiers questionnaires, nous avons réalisé un rapport provisoire présentant succinctement les résultats de l'analyse des réponses fournies. Ce rapport a été envoyé à toutes les personnes ayant participé activement à l'enquête. Elles étaient invitées à adresser leurs commentaires par rapport aux résultats. Douze sujets ont ainsi réagi et nous avons intégré leurs remarques au document final ou les avons conservées pour

discussion ultérieure. Les réponses de six questionnaires supplémentaires, collectés jusqu'au 24 novembre 2007, ont été insérées dans la base des données, ce qui explique que les résultats présentés dans le rapport final diffèrent sensiblement de ceux proposés dans le document envoyé aux répondants.

3.2 Etude prospective

Parmi les répondants ayant participé à la première étape, nous avons sélectionné un groupe de 15 personnes susceptibles de participer à une table de discussion (annexe 4). Notre choix a été guidé par plusieurs critères qui étaient, par ordre d'importance décroissant : (1) l'enthousiasme et la créativité manifestés lors de l'enquête ; (2) la diversité des publics et activités concernés et (3) leur répartition géographique sur l'ensemble de la Communauté Wallonie-Bruxelles. Ce groupe était complété par deux représentantes de la Fondation Roi Baudouin.

Cette approche nous a permis de rassembler un échantillon d'acteurs réellement diversifié et potentiellement ouvert à l'éclosion de nouvelles idées. L'objectif de cette deuxième étape consistait en effet à mettre en évidence les actions que la Fondation Roi Baudouin pourrait entreprendre pour soutenir les initiatives utilisant le sport/l'activité physique comme outil social.

Après un premier contact introductif et un accord de principe, les participants ont été invités pour une séance de travail de 2 heures 30. Cette activité a été organisée le 9 novembre 2007 au Sart-Tilman (Université de Liège). Un total de 14 personnes y a finalement pris part.

Le programme de cette table de discussion a été soumis préalablement aux commanditaires de la Fondation Roi Baudouin. Il comporte en fait plusieurs étapes.

Après une brève introduction au cours de laquelle une synthèse des résultats de l'enquête était proposée, nous avons distribué aux intervenants un questionnaire dans lequel nous leur demandions de proposer leur vision du rôle de la Fondation Roi Baudouin dans la perspective d'un soutien efficace aux acteurs de « sport social » (annexe 5).

A l'issue de la période prévue, nous avons appliqué la technique du groupe nominal (Brunelle, Drouin, Godbout & Tousignant, 1988) : les participants sont invités à énoncer, à tour de rôle, les propositions d'action qu'ils viennent d'identifier ; l'animateur note les propositions au tableau et les classe au fur et à mesure par catégories ; après une dernière vérification du classement des idées par les participants, ceux-ci votent pour quatre types d'actions qu'ils considèrent comme prioritaires ; lorsque tout le monde a voté, l'animateur comptabilise les points obtenus par chaque thème afin d'identifier ceux qui présentent le plus d'intérêt ; en fonction de leur intérêt, les participants forment des groupes de trois à quatre personnes et approfondissent la réflexion sur la thématique choisie, en se montrant créatifs au niveau des moyens de mise en œuvre ; après un temps de travail d'approximativement 30 minutes, chaque groupe présente le fruit de sa réflexion et échange avec l'ensemble des participants.

Après avoir conclu cette table de discussion, nous avons rédigé une synthèse de ce qui s'était dégagé lors de la séance. Ce rapport a été transmis aux 14 intervenants auxquels nous avons demandé de formuler leurs éventuels commentaires et remarques complémentaires. Trois intervenants ont ainsi proposé quelques éléments qui ont été intégrés dans la version finale du rapport que nous détaillons dans le chapitre suivant.

4. Résultats

4.1 Questionnaire

A la date du 24 novembre 2007, nous avons encodé et traité les résultats de 53 questionnaires. Le nombre de sources ayant contribué à l'enquête s'avère moindre que ce qui était espéré initialement. Toutefois, la distribution géographique sur l'ensemble de la Communauté Wallonie-Bruxelles doit être soulignée. La diversité des projets consiste également en un aspect positif. Il convient en effet de rappeler que l'objectif ne consistait pas à effectuer un relevé exhaustif des projets proposés au public mais bien de chercher à illustrer les multiples formes que peut prendre l'implication du sport dans des actions associées au développement social.

Après avoir précisé la répartition des réponses entre questionnaire et interview, nous nous centrerons successivement sur les différents thèmes choisis pour cette étude. Afin de bien saisir la signification des catégories proposées dans les figures, le lecteur pourra certainement se référer à l'annexe 3 qui propose des exemples de réponses correspondant à chaque item. La majorité (90,6 %) des réponses au questionnaire a été fournie par écrit. Cinq personnes ayant un emploi du temps relativement chargé ont choisi l'autre système de réponse (via interview) car il exigeait moins de contraintes administratives (impression du document, renvoi du document, etc.) ou s'avérait plus facile à intégrer dans leur emploi du temps. Il convient de rappeler que certaines personnes préfèrent participer à un entretien car cela les oblige à répondre directement alors qu'elles auraient tendance à reporter à un moment plus opportun le « travail » que représente le fait d'écrire. Le biais éventuel lié au mélange des approches utilisées dans la collecte des données ne constitue pas un handicap dans ce travail. Au contraire, il nous a permis de constater l'adéquation de l'instrument et, surtout, de disposer d'un échantillon suffisamment important.

En ce qui concerne leur *statut*, les structures qui organisent les activités dans lesquelles les répondants sont impliqués peuvent être classées en neuf catégories (figure 1). Les asbl ciblant les personnes valides sont majoritaires (37,7 %). Etonnamment, les clubs sportifs sont également bien représentés (18,9 %). En général, la plupart des clubs sportifs ont pour premier objectif la performance (Cloes, 2003). Ceux qui sont représentés dans notre échantillon ont probablement une vision différente de la compétition stricte et associe la

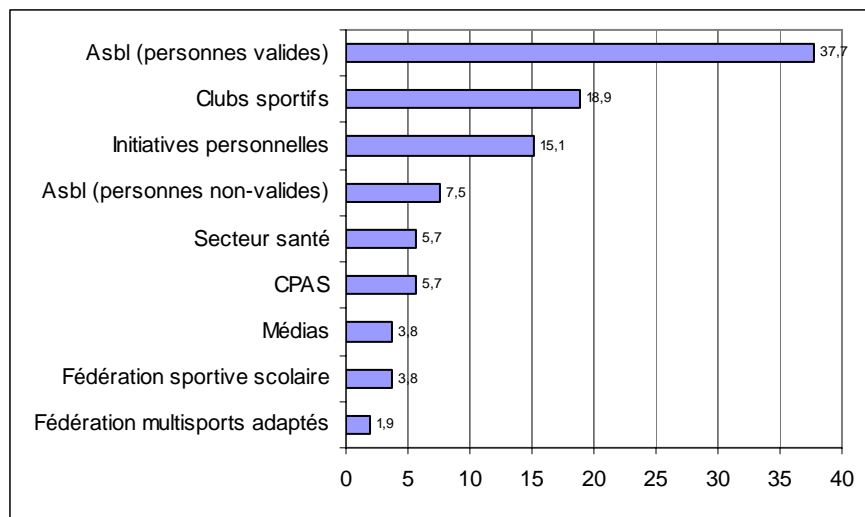


Figure 1 – Statut : Qui organise les activités ?

pratique sportive au développement social. Nous pensons tout particulièrement à un club d'arts martiaux dont la philosophie consiste davantage à former une grande famille et à faire passer des valeurs sociales qu'à rechercher des résultats en compétition. Il est dommage que ce type d'approche ne se rencontre pas plus fréquemment dans le sens où cela permettrait certainement de lutter aussi contre le décrochage sportif. Peut-être la mise en évidence de ce type d'activité pourrait-elle encourager les autorités sportives à s'intéresser davantage aux activités non compétitives.

Il convient encore de noter que près d'une initiative sur six relève d'un projet directement mis en place par un individu. Ceci souligne la place importante que pourrait jouer ce type d'action si elles étaient encouragées. En effet, certaines personnes sont prêtes à s'engager personnellement et il ne manque certainement pas grand chose pour qu'elles s'engagent. Ceci pourrait constituer un premier moyen de développer les activités dans le domaine du sport social.

Notons encore la présence de quelques activités soutenues par des médias. Leur intérêt est capital puisque leur visibilité permet d'attirer l'attention de l'opinion publique. Il serait peut-être utile de profiter de l'implication de ces équipes pour faire prendre conscience encore plus au public que le sport ne se résume pas uniquement à du spectacle et que tout le monde devrait pouvoir bénéficier de ces effets favorables. En absence de compétition, le rapprochement des individus est généralement plus direct et efficace. Le message diffusé en permanence par les médias les plus porteurs pourrait influencer progressivement les esprits et modifier, à terme, les mentalités.

Le **public** ciblé par les organisateurs a également été réparti en 9 catégories (figure 2). La catégorie la plus représentée (52,8 %) est celle qui désigne un public varié, non spécifique, c'est-à-dire des personnes sans caractéristiques/problèmes particuliers (jeunes, adultes, familles,...). Ceci signifie que la majorité des actions visent réellement une intégration des groupes initialement défavorisés sur le plan de la pratique sportive. Cet élément doit être souligné dans le sens où le rôle social du sport ne peut devenir effectif que s'il existe une réelle possibilité de développer des relations humaines. Il ne convient dès lors pas de multiplier les structures ghettos mais plutôt d'encourager la pratique mixte où l'accent est mis par les éducateurs physiques sur le développement de relations humaines dignes et respectueuses.

Les personnes handicapées constituent la première catégorie considérée comme spécifique à une caractéristique individuelle (13,2 %). Il doit être souligné que des efforts sont actuellement entrepris afin d'offrir des occasions de pratiques sportives à ce type de citoyens. Sous la pression d'instances internationales, les autorités publiques font aussi quelques efforts mais, dans le domaine du sport, il est parfois regrettable de constater qu'il apparaît fréquemment un phénomène de récupération dans le cadre d'un soutien préférentiel des activités amenant des résultats sportifs en compétition et, à nouveau, une certaine médiatisation. Le danger est que la personne handicapée soit exploitée pour sa visibilité et non pas aidée dans une perspective de réelle intégration.

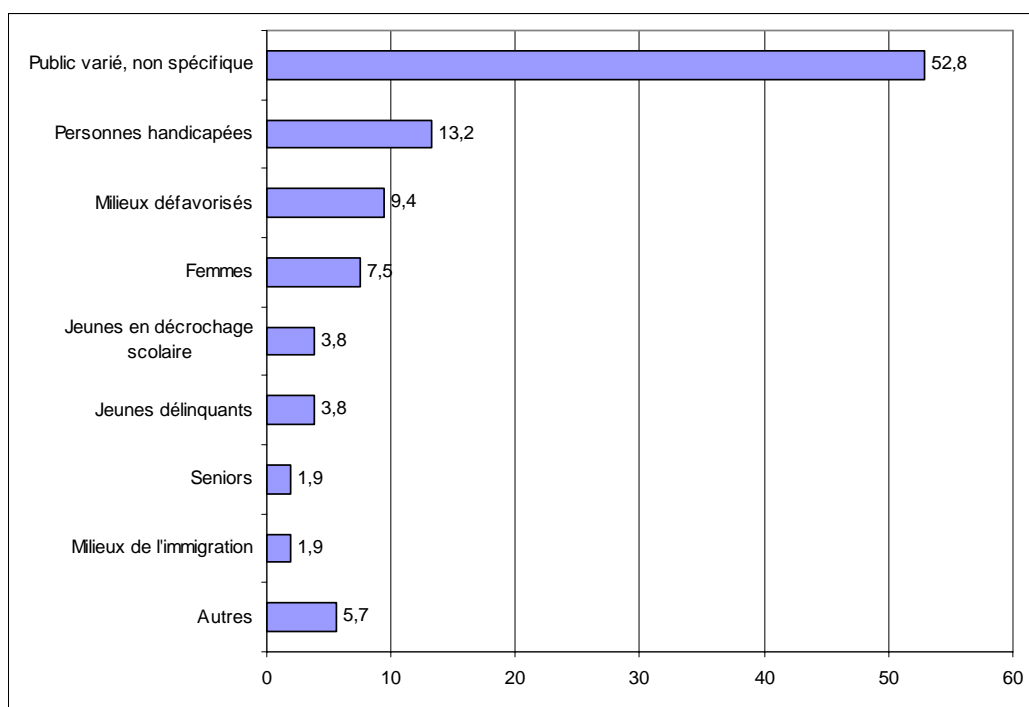


Figure 2 – Public : A qui s'adresse les organisateurs ?

Les personnes issues de quartiers défavorisés (9,4%) ainsi que les femmes (7,5 %) constituent deux autres catégories de groupes ciblés par les initiatives à caractère social. Pourtant, elles ne représentent finalement pas une part importante des actions alors que c'est à ce niveau que l'on constate la plus grande fracture sociale. Les personnes issues de quartiers défavorisés sont généralement laissées hors du sport en raison des coûts élevés liés à la pratique mais aussi en fonction des plus grandes difficultés à accepter des règles de vie. Le problème des filles et des femmes d'origine musulmane est particulièrement sensible et il a fréquemment fait appel à des actions spécifiques nécessitant des aménagements structurels et un travail des éducateurs sociaux. Quelle que soit leur culture, les femmes constituent un public particulièrement défavorisé en matière d'activité physique (De Waele, Haller, Husting, Sanchez & Thibaut, 2001). A ce niveau aussi, un effort multisectoriel est plus que nécessaire. Les autorités publiques devraient davantage s'inspirer des travaux du Groupe de travail international sur les femmes et le sport (2002).

A partir de la figure 3 illustrant la répartition des *types d'activités* proposées, il apparaît que ce sont les activités de sport loisirs et de bien-être qui sont principalement utilisées à des fins sociales (38,3 %). Ceci n'est pas réellement une surprise si l'on se réfère à nos propos précédents relatifs à l'influence moins positive que la compétition peut exercer sur le développement social. En effet, en incitant les participants à être les meilleurs, à gagner, pour répondre au modèle de la société moderne où tout le monde doit être performant, les activités de compétition les amèneraient aussi à éprouver une certaine frustration lorsque les

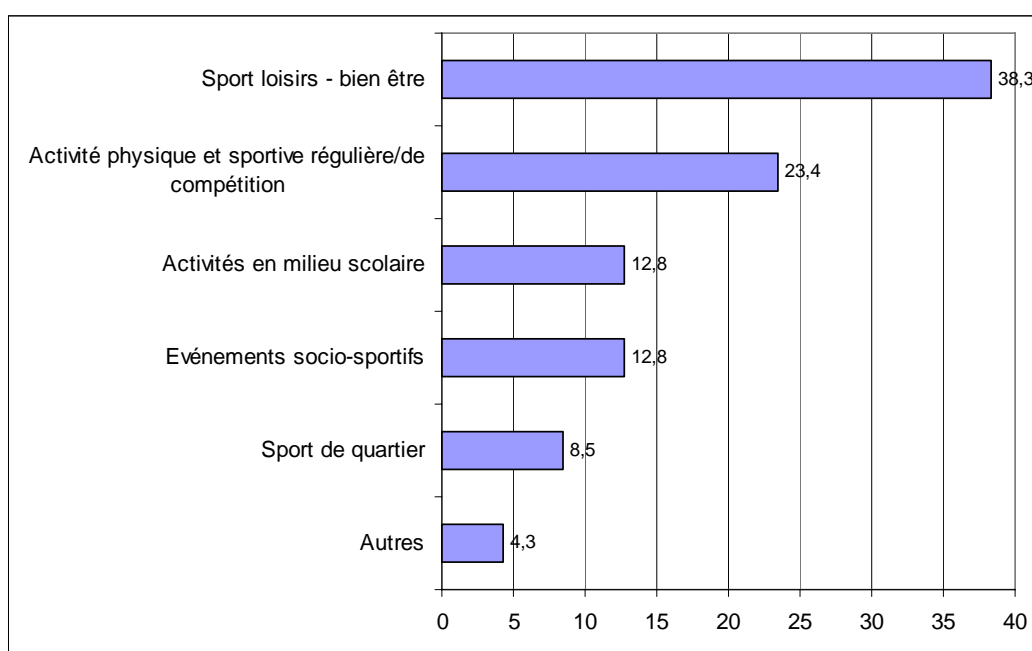


Figure 3 – Activités proposées : à quoi servent les activités mises en place ?

habiletés motrices et autres qualités physiques ne sont pas suffisamment développées pour satisfaire le besoin fondamental de se sentir compétent. Pour beaucoup, le sport pratiqué dans une perspective de compétition constitue une charge, ce qui explique les taux élevés d'abandon que l'on enregistre à partir de l'adolescence. En revanche, on constate souvent qu'une pratique modérée permet aux individus de plus facilement respecter leurs possibilités et les incite à entretenir leur motivation. Dans notre société où la sédentarité et l'obésité augmentent de manière dramatique (Piette, Parent, Coppieters, Favresse, Bozelmans, Kohn & De Smet, 2003 ; WHO, 2006), le développement de structures axées davantage sur le sport loisir constitue une nécessité absolue afin de réconcilier les citoyens avec l'usage et l'acceptation de leur corps. Dans les prochaines années, il sera opportun de se pencher sur l'intégration d'un autre groupe d'individus, les obèses, qui tendent eux aussi à se marginaliser.

Dans le classement des types d'activités, la catégorie représentant l'activité physique régulière/de compétition occupe la seconde position (23,4 %). Ceci s'explique certainement par le fait que dans de nombreuses structures, la compétition reste un standard, une finalité traditionnelle enracinée dans la culture collective. Elle peut également être utilisée pour obtenir des financements. Dans d'autres organisations, ce sont les principes liés au respect de règles de jeu ou à la rigueur nécessaire à l'atteinte de résultats qui sont exploités par les éducateurs. Briller en compétition alors que la vie n'a pas été tendre avec soi constitue une belle revanche que certains exploitent lorsque leurs aptitudes leur permettent. Il ne faut cependant pas oublier tous ceux que la nature n'a pas dotés de ressources physiques.

La figure 4 illustre la distribution des *objectifs poursuivis* par les responsables des projets analysés. Nous les avons répertoriés en neuf catégories. Il est intéressant de noter que la priorité concerne le bien-être physique et mental (26,8 %). Même s'il pourrait s'agir d'un biais lié à l'effet de désirabilité sociale dans le chef des répondants, nous considérons que les personnes qui s'investissent dans des actions de « sport social » agissent spontanément dans la perspective d'apporter quelque chose aux participants. En effet, s'occuper de personnes socialement défavorisées relève d'un idéal centré sur l'humain. Dans le sport, ces valeurs peuvent être partagées mais elles sont généralement placées en arrière plan.

L'objectif « bien-être » est directement lié aux types d'activités mises en place. De manière logique, on constate également que des aspects de socialisation sont bien représentés,

tant dans la population « normale » (21,6%) que dans les groupes de handicapés (7,2%). En

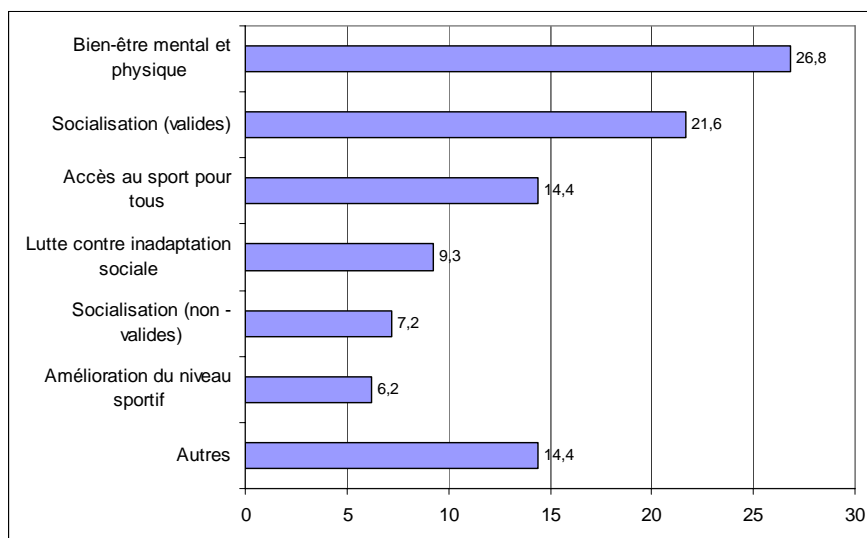


Figure 4 – Objectif : A quoi servent les activités mises en place ?

revanche, même si les structures semblent essentiellement mises en place pour accueillir des activités à orientation sociale, il apparaît clairement que l'amélioration du niveau sportif reste présente (6,2%). Il est d'ailleurs possible que, sur le terrain, cet objectif prenne inconsciemment plus d'importance que cette proportion le laisse supposer.

D'après ces résultats, il apparaît que, dans l'esprit des sujets interrogés, le sport et ses objectifs traditionnels d'amélioration et de recherche de performance, n'occupe qu'une place limitée. Le sport serait ainsi devenu un prétexte pour développer d'autres valeurs. A ce niveau, il serait utile de se rendre sur le terrain afin de déterminer si les objectifs annoncés se retrouvent réellement dans les décisions interactives des éducateurs physiques.

La figure 5 illustre la répartition du *moment* où se déroulent les activités. Il apparaît que la majeure partie d'entre elles a lieu tout au long de l'année, sans interruption (47,2 %). Ceci souligne que les actions menées sur le terrain nécessitent un investissement permanent. Dans ces conditions, il s'avérerait donc logique que les structures d'accueil rencontrent des difficultés pour assurer l'encadrement des activités. En effet, le plus souvent, le fonctionnement de ces dernières repose sur le bénévolat ou des rémunérations officieuses par manque de statut professionnel adapté. Par ailleurs, nous tenons à souligner l'intérêt de cette stabilité dans le sens où, pour être efficace, l'action sociale ne peut se permettre d'être régulièrement interrompue.

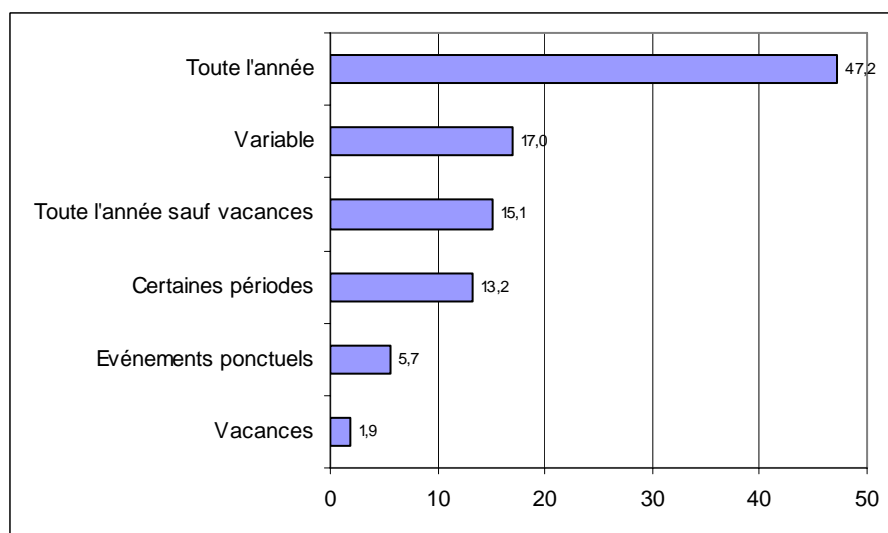


Figure 5 – Moment : Quand les activités se déroulent-elles ?

Soulignons par ailleurs le peu de projets qui sont consacrés spécifiquement à des activités organisées pendant les vacances scolaires. Ces périodes constituent pourtant des moments clés pour le développement social. Il serait dès lors peut-être judicieux de soutenir des initiatives qui s'organiseraient uniquement lorsque la plupart des structures arrêtent de fonctionner.

Les sept catégories de *lieux* utilisés pour la pratique du « sport social » sont présentées sur la figure 6. La plupart des activités se déroulent dans des infrastructures sportives spécifiques ou non (67,9 %).

Il semble logique que le sport soit pratiqué dans des infrastructures traditionnelles. Toutefois, lorsque l'on considère leur degré de saturation, il est possible de s'interroger sur les difficultés rencontrées par les responsables de projets pour y obtenir des créneaux horaires. Dans la gestion de leurs infrastructures sportives, certaines administrations communales

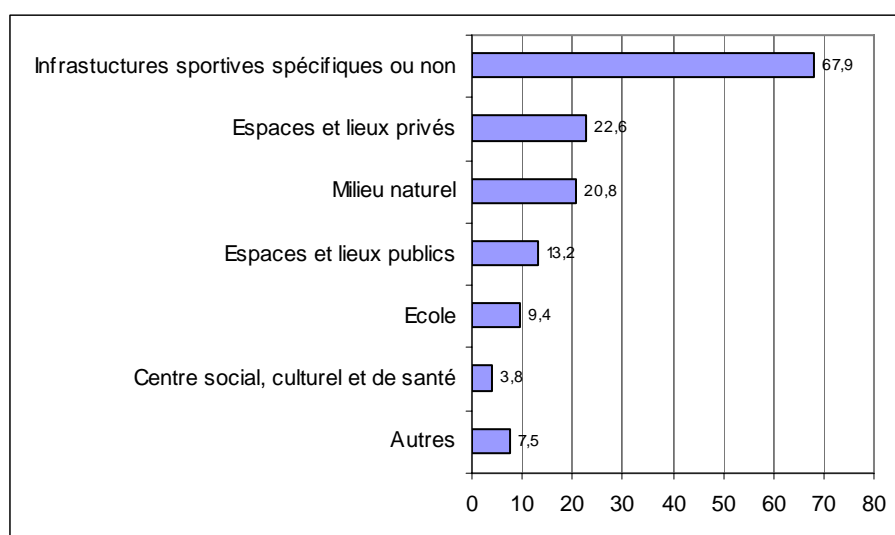


Figure 6 – Lieu de pratique : Où les activités se déroulent-elles ?

réservent des plages horaires à des groupes dont la vocation consiste à promouvoir le développement social. Cette attitude devrait être encouragée plus directement sans conduire à une opposition entre les utilisateurs traditionnels (qui exigent souvent les meilleures conditions de pratique) et les autres, davantage intéressés par la pratique de loisir (à qui on donne « ce qui reste »). Globalement, c'est la politique générale en matière de rentabilisation des infrastructures sportives qui devrait être revue (Housiaux, 2001).

Les répondants considèrent très largement que leur projet fonctionne bien (79,2%). Les autres n'ont pas précisé leur avis. Il était logique de penser que les sujets qui répondraient au questionnaire seraient ceux qui sont engagés dans une activité apportant satisfaction. Spontanément, ceux qui ont rencontré des difficultés tendent à ne pas vouloir en parler, même si nous avons clairement signalé que ce type de situation pourrait s'avérer utile afin de comprendre le fonctionnement des structures.

Les *signes de succès* permettant aux sujets de considérer que les initiatives fonctionnent sont proposés à la figure 7. La fréquentation (39,3 %) et la fidélité (37,7 %) des participants sont les deux principales catégories. Ces réponses paraissent judicieuses dans le sens où la participation des « clients » est volontaire et que leur présence régulière représente le meilleur signe de satisfaction. Dans certains cas, les éducateurs physiques qui parviennent à capter ainsi des participants peuvent se dire qu'ils ont atteint un objectif essentiel : assurer une pratique régulière et disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour faire passer des valeurs prônées dans la structure. Le fait que les participants restent actifs signifie également

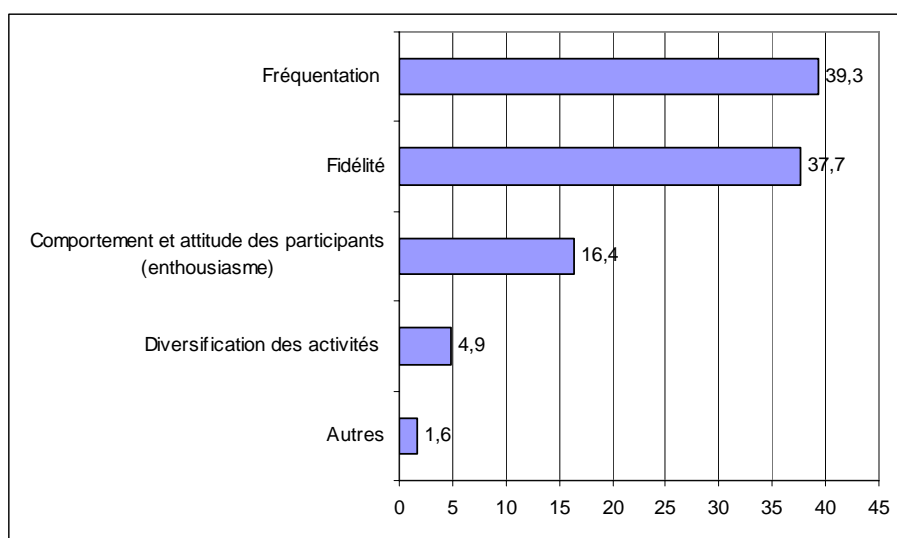


Figure 7 – Signes de succès : Qu'est-ce qui permet de considérer que le projet fonctionne ?

qu'ils ont trouvé un endroit où ils se sentent bien (ils ne resteraient pas dans le cas contraire) et cela s'inscrit en ligne directe dans les objectifs de développement social ou d'intégration. Les sportifs ressentent souvent moins de symptômes dépressifs (USDHHS, 1996) et rapportent une meilleure intégration dans la société (SCAD Plus, 1999).

D'après ces résultats, il serait peut-être utile d'envisager de répertorier de manière plus systématique le nombre de participants afin de montrer plus clairement au public le poids que représente ce domaine d'activités et le rôle qu'il joue concrètement pour la qualité de vie d'une partie importante de la population.

Comme cela a été souligné par plus d'un sujet sur six (16,4%), les responsables enregistrent de réelles modifications dans le comportement des participants. Pour les acteurs de terrain, chaque progrès relevé constitue une récompense. Il peut s'agir de jeunes qui acceptent progressivement les règles communes ou de personnes défavorisées qui reprennent goût à une vie active après avoir parfois sombré dans le désœuvrement. Finalement, ces changements sont peut-être plus « riches » qu'une performance signée dans une compétition et donnant une « gloire éphémère ». A nouveau, il serait utile de donner davantage de visibilité et de publicité à ces résultats sportifs d'un type particulier. Convaincre les médias de s'y intéresser en chargeant des spécialistes de la mise en scène afin de mettre des activités à l'honneur constituerait sans aucun doute une piste à suivre dans cette perspective.

L'**apport** principal des activités (figure 8) souligne leur adéquation par rapport aux

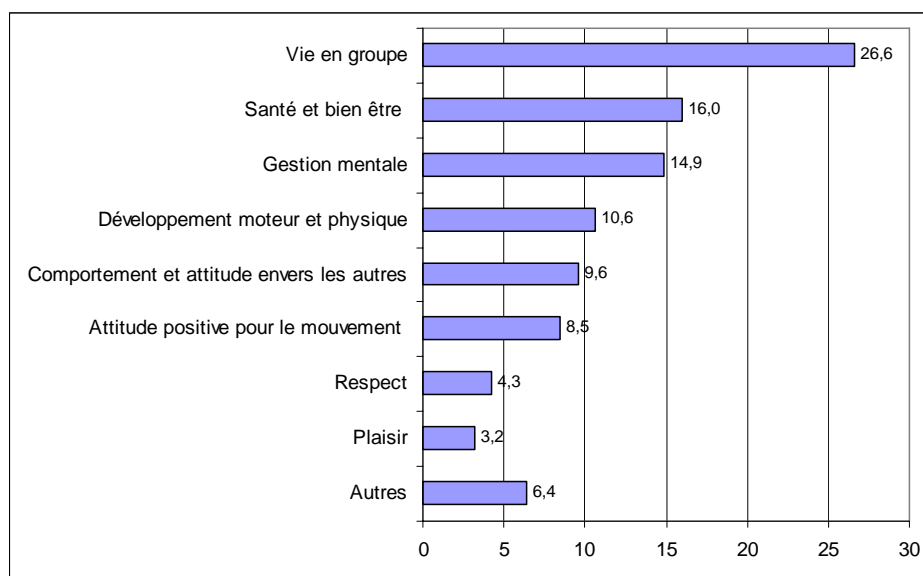


Figure 8 – Apport : Qu'est-ce que l'activité apporte aux participants ?

objectifs annoncés dans le domaine d'intervention concerné. En effet, la vie en groupe, aspect social s'il en est, représente 26,6% des réponses. Si l'on y ajoute les catégories « Comportement et attitude envers les autres » (9,6%) et « Respect » (4,3%), il semble bien que les responsables des structures impliqués dans l'enquête estiment clairement jouer un rôle social. Les thèmes généralement présents dans les activités sportives traditionnelles passent au second plan (« Santé et bien-être », 16,0% ; « Développement moteur et physique », 10,6% ; « Attitude positive pour le mouvement », 8,5%). Cela semble normal compte tenu du public concerné et des objectifs annoncés. Ceci justifie que les intervenants de ce secteur d'activité aient besoin d'une formation aussi performante dans le domaine social que dans le domaine sportif/physique. Il serait utile de promouvoir ces doubles formations ou de veiller à proposer des « modules de complément » spécifiques aux lacunes constatées sur le terrain. Confier des groupes nécessitant des compétences pédagogiques aussi spécifiques à des intervenants bien préparés constituerait ainsi un gage de succès.

Les sujets ont proposé six catégories de *facteurs favorables* au succès des initiatives en matière de « sport social » (figure 9). Les caractéristiques des participants représentent pratiquement la moitié des réponses (49,3%). Parmi celles-ci, les caractéristiques sociales figurent largement en tête puisqu'elles comptent pour un tiers de ces réponses. En fait, il est logique d'admettre que, dans des activités centrées sur le développement des relations humaines, les mêmes qualités constituent un élément déterminant. Si les participants sont prêts à s'intégrer et à faire des efforts pour aller vers les autres, il est plus facile d'atteindre les objectifs sociaux proposés à ce type de projets. Globalement, les responsables des activités sont conscients de travailler avec un public qui doit être abordé spécifiquement par rapport à des sportifs traditionnels ayant acquis des habitudes de vie active. Notons toutefois que la situation n'est pas toujours si facile dans ce dernier secteur de pratique si l'on en croit les déclarations des gestionnaires de clubs sportifs. Ces praticiens soulignent régulièrement l'évolution individualiste de leurs membres (Cloes, 2003). Le développement de lien social pourrait ainsi peut-être devenir une nécessité dans le sport traditionnel, amenant les opérateurs du « sport social » à partager leurs compétences avec ceux qui, parfois, ont tendance à les considérer comme étrangers à leur « monde ». Des partenariats pourraient dès lors être encouragés entre clubs sportifs et acteurs sociaux.

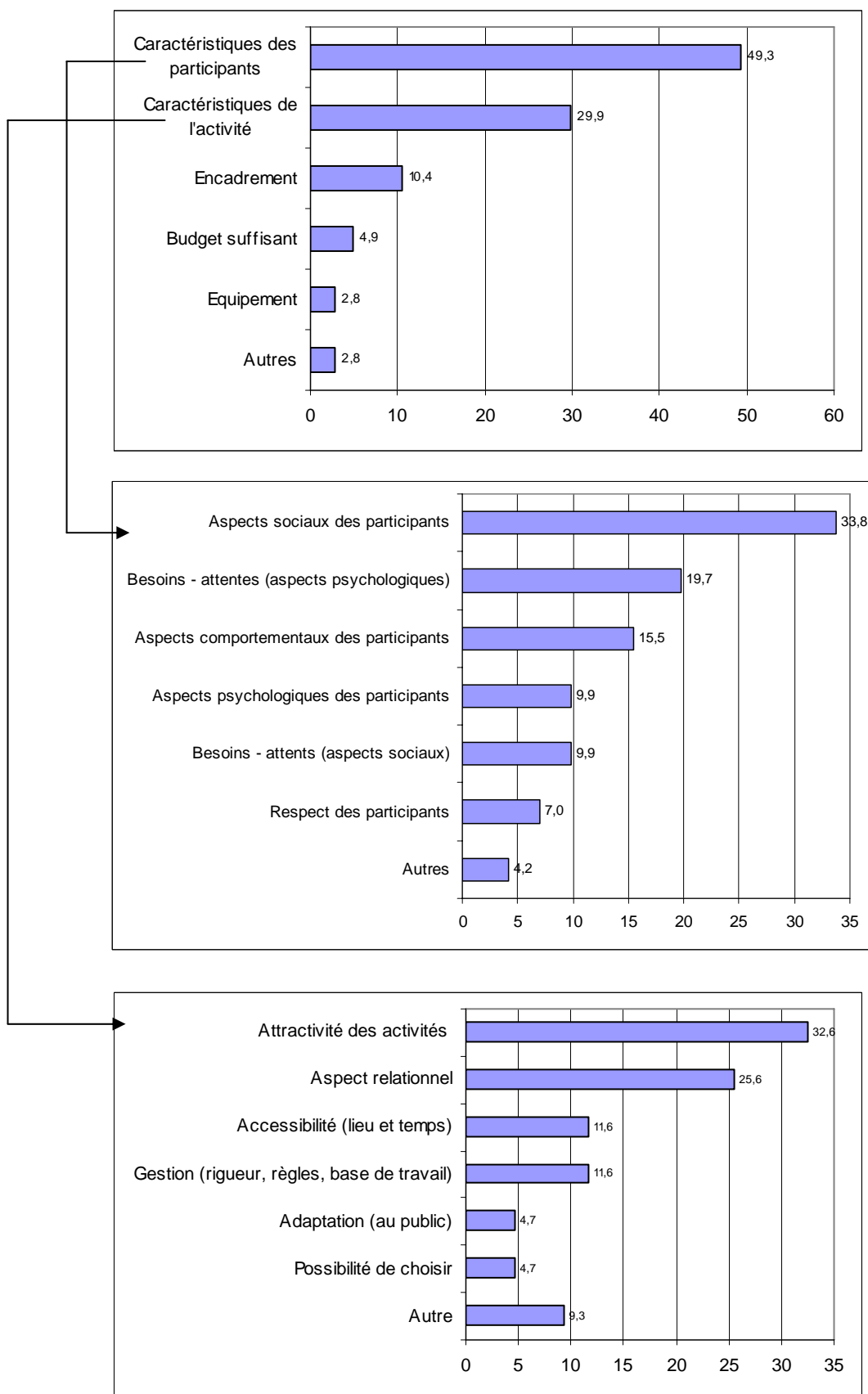


Figure 9 – Facteurs favorables : Qu'est-ce qui contribue au succès de ce type d'activité ?

La seconde catégorie de facteurs favorables regroupe les caractéristiques de l'activité (29,9%). Il est normal que les services offerts aux participants influencent directement l'intérêt de ces derniers et l'impact que les activités génèrent. Dans la gestion de toute organisation sportive, l'adéquation de ce que l'on offre aux attentes des clients détermine le succès rencontré. Il s'agit du premier principe du management de qualité (Chelladurai, 1995).

Cloes & Vincke (2004) ont ainsi clairement mis en évidence que l'amélioration de l'accessibilité aux activités physiques était intimement liée au choix d'activités auxquelles les groupes concernés peuvent adhérer. Par ailleurs, il apparaît que les sujets interrogés dans cette étude insistent sur les qualités humaines des intervenants (un quart des réponses) mais aussi, et c'est assez intéressant, sur la rigueur de la gestion du groupe. Parmi le public des activités de « sport social » se retrouvent beaucoup de personnes qui n'ont pas ou plus de repères. Il convient donc de leur permettre de leur donner un guide comme dans tout processus éducatif.

Il est assez étonnant de constater que le budget ne représente que 4,9% des réponses associées aux facteurs favorables (figure 9). En fait, l'argent nécessaire à toute organisation semble moins associé au succès qu'aux difficultés rencontrées. Il serait secondaire par rapport aux valeurs humaines, ce qui est encourageant mais peut aussi être perçu comme utopiste dans la société globalement individualiste que l'on décrit en ce début de 21^{ème} siècle.

Très honnêtement, les sujets interrogés se considèrent comme l'une des principales sources de *facteurs qui nuisent* au succès des initiatives de « sport social » (figure 10). Ceci dénote d'une rare objectivité. En effet, généralement, lorsqu'il s'agit d'identifier les raisons pour lesquelles une activité ne fonctionne pas, les individus interrogés tendent naturellement à rejeter la faute sur des éléments extérieurs. Une gestion défaillante ou inefficace constitue l'aspect faisant l'objet de l'auto-critique la plus nette (40% des réponses classées dans la catégorie « Organisateurs »). Ceci souligne que la création de structures de soutien à la gestion présente une raison d'être et mériterait de faire l'objet d'opérations de support et de formation.

Les participants représentent 21,7% des réponses liées aux facteurs défavorables (figure 10). A ce niveau, ce sont principalement les aspects psychologiques et/ou affectifs qui contribueraient le plus à perturber le fonctionnement des activités. Ceci est compréhensible. En effet, à partir du moment où les participants deviennent incontrôlables, toute relation

humaine se transforme en conflit et amène une grande frustration dans le chef des organisateurs. Gérer des cas graves nécessite un personnel hautement qualifié et professionnalisé, ce qui est rarement possible dans les structures œuvrant dans ce secteur où les gestionnaires doivent généralement développer des trésors d'imagination pour rassembler les moyens d'action minimaux.

Deux catégories de facteurs défavorables méritent une attention particulière même si, sur le plan quantitatif, elles n'occupent qu'une place relativement modeste : « Manque d'intérêt des autorités » (11,6%) et « Manque de supports/relais dans la société » (3,9%). Ces réponses, mettant en évidence le ressentiment certain que les intervenants éprouvent à l'égard du peu de considération qui est de mise à l'égard de leurs actions, se traduisent par une médiatisation inexistante, une présence anecdotique dans les dossiers traités par les pouvoirs publics et, à l'exception de marques d'attentions ponctuelles reposant essentiellement sur l'événementiel, aucune implication du public. Il semble donc que des actions centrées sur la promotion des projets remarquables, une stratégie de lobbying et la création d'un mouvement visant à développer des politiques sportives et sociales cohérentes pourraient aider efficacement le « sport social ».

La figure 11 présente la répartition des *facteurs justifiant le développement limité* des explications proposées par les répondants relatives au fait qu'il n'existe pas plus de projets de « sport social ». Sept catégories ont été identifiées. Etrangement, le manque de financement (23,8 %) apparaît en tête alors qu'il ne s'avérerait pas si déterminant dans les facteurs de succès ou d'échec des initiatives.

La place du choix du manque d'intérêt politique (19 %) et du manque d'encadrement (18,3 %) ne nous surprend guère. En effet, nous avons souligné à maintes reprises que, malheureusement, à l'exception de quelques événements ponctuels, l'orientation donnée aux activités proposées en vue de développer le lien social ne s'avère pas réellement porteur sous ses formes habituelles. Il attire donc moins l'attention des décideurs, soucieux également de satisfaire des groupes de citoyens plus nombreux et plus influents. Une action efficace consisterait dès lors, nous l'avons déjà mentionné, à comptabiliser les participants et à les rendre conscients de leur poids en tant que groupe de pression potentiel. Par ailleurs, sur base de résultats d'études respectant des critères méthodologiques très stricts, il serait possible de

mettre davantage en exergue l'impact économique direct et indirect des projets de « sport social ».

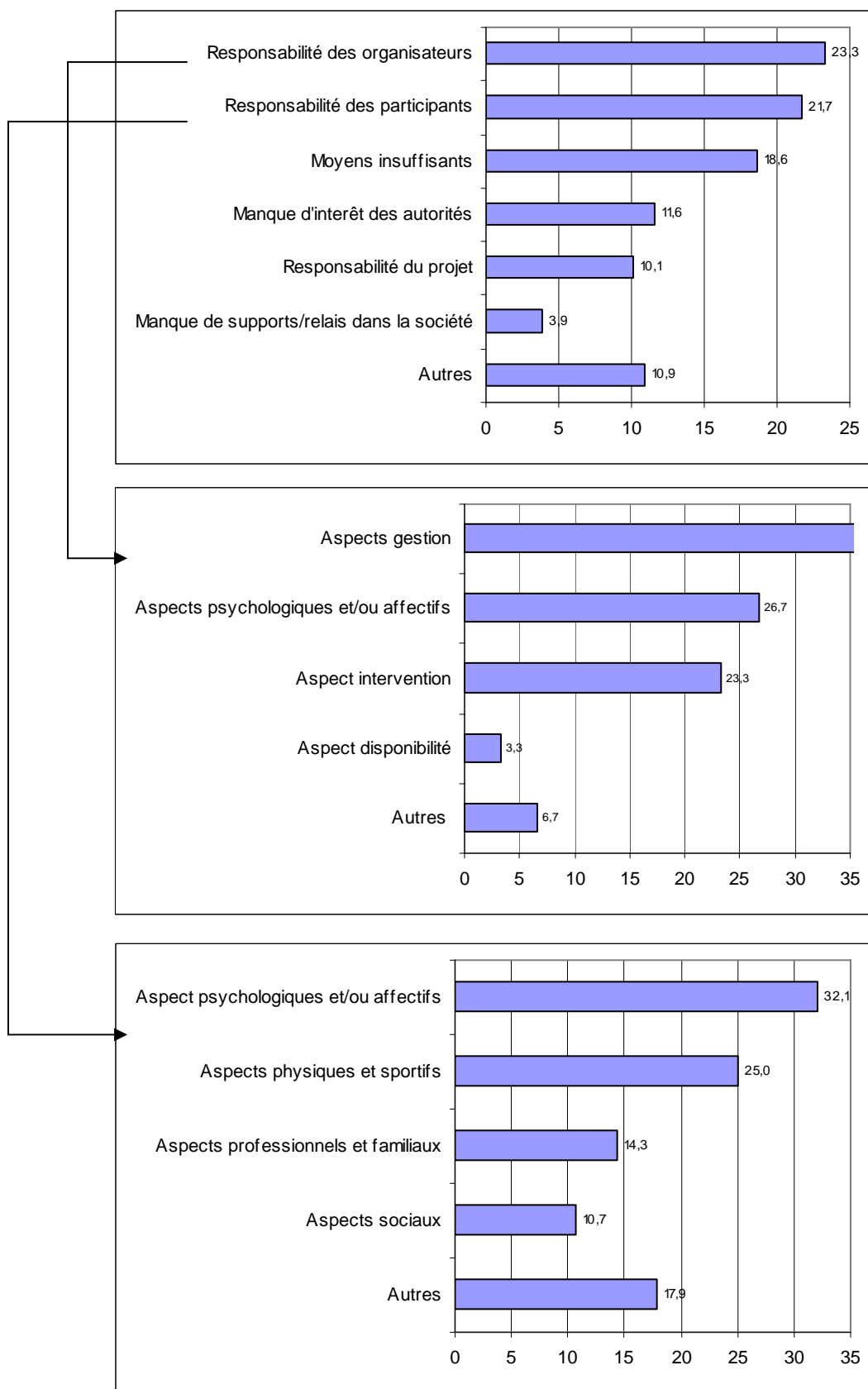


Figure 10 – Facteurs défavorables : Qu'est-ce qui nuit au succès de ce type d'activité ?

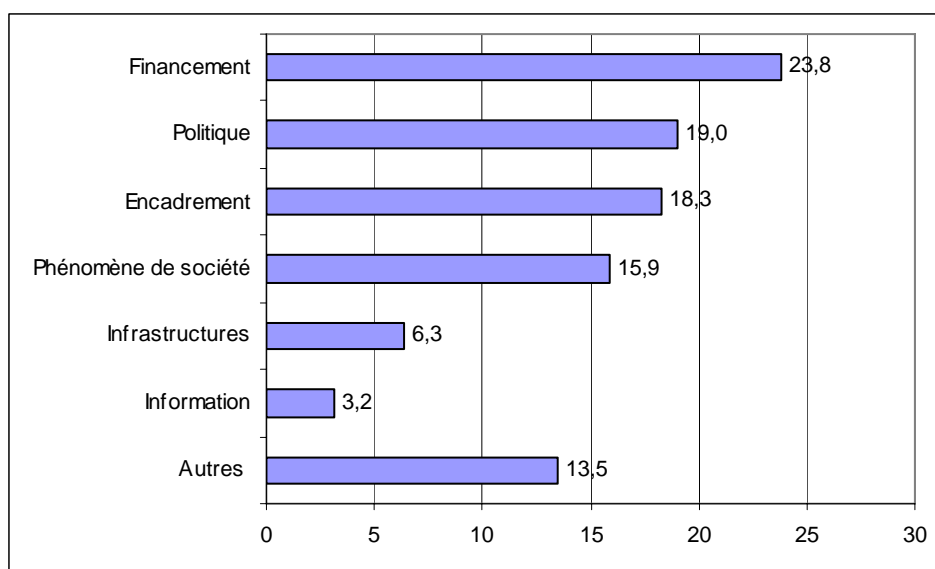


Figure 11 – Explications du manque d'initiatives : Pourquoi n'existe-t-il pas plus de projets « sport social » ?

Mentionnons également le fatalisme de certains sujets interrogés dans notre étude et qui attribuent le peu d'actions sportives engagées dans une perspective sociale aux caractéristiques de la société actuelle. Ils soulignent ainsi l'individualisme croissant, déjà pointé du doigt, mais aussi une tendance à l'élitisme en matière de sport et à la place omnipotente du sport spectacle qui, à force d'argent, attire les individus comme la lumière les papillons ! Ce phénomène est réel. Il se marque dans bien d'autres domaines et il met bien en exergue que des actions doivent être entreprises afin d'opposer une résistance farouche à cette évolution inexorable.

Nous avons demandé aux sujets de proposer des actions à mettre en place afin d'**augmenter le nombre de projets** « sport social ». Nous les avons classées en 10 catégories (figure 12). Augmenter les moyens financiers (22,6 %) est l'action qui vient largement en tête du classement.

Comme le financement est considéré comme le facteur explicatif le plus important, il semble logique que les responsables de projets estiment que le « sport social » a principalement besoin d'aides financières. Si l'argent est nécessaire, nous pensons pourtant qu'il ne sera utile que si les gestionnaires ont développé une vision efficiente de ce que doit être leur action à long terme. Outre le fait d'aider les intervenants à utiliser toutes les possibilités de financement existantes (en les conseillant pour effectuer des démarches administratives parfois complexes), il serait certainement utile de leur proposer des modèles

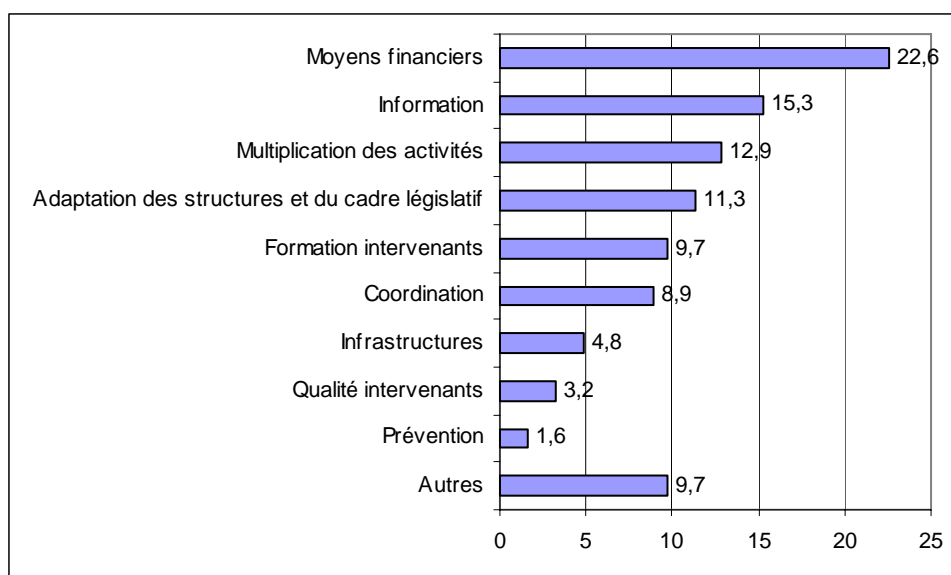


Figure 12 – Actions à mettre en place : Comment augmenter le nombre de projets « sport social » ?

de gestion performants, de les amener à exploiter des approches permettant d'économiser de l'argent et du temps.

Assurer la promotion du « sport social » représente une tâche indispensable même si la catégorie « Information » ne regroupe que 15,3% des réponses. Si nous avons déjà eu l'occasion de développer cet aspect, il est certainement intéressant d'ajouter que ces démarches se réfèrent en fait au lancement d'une opération de marketing sur plusieurs niveaux : (1) au niveau régional en agissant sur les représentations globales du « sport social » au sein de la population et (2) au niveau local où chaque opérateur devrait se faire connaître. A ce propos, l'absence d'un répertoire des initiatives existantes doit être regrettée. Ce type d'outil contribuerait pourtant à asseoir la visibilité des actions entreprises et permettrait de donner des idées à certaines personnes qui ne savent pas toujours où aller ou, dans le cas d'organisations, n'ont pas d'idées claires quant à la manière d'établir des relations avec des partenaires potentiels.

Des changements plus fondamentaux portant sur des aspects légaux regroupent 11,3% des réponses formulées dans le cadre de cette question. Il est évident qu'un décret peut amener des changements dans le comportement des citoyens mais il exige un travail de longue haleine, des relais motivés et convaincants. Sur la base d'un travail exploratoire très fouillé et de données susceptibles d'apporter des arguments incontestables, il serait possible d'agir, à long terme, pour influencer le cadre législatif et les conditions de pratique et d'encadrement. Les praticiens sont toutefois désarmés par rapport à ce genre de démarche. Non seulement, ils

ne possèdent pas les compétences juridiques nécessaires mais ils ne disposent pas non plus des moyens financiers pour s'adjoindre les services des professionnels qui pourraient les aider. Analyser la faisabilité de l'amendement de lois pourrait constituer une piste intéressante dans la perspective d'un développement du « sport social ».

Nous avons également demandé aux répondants de proposer des *projets originaux* contribuant à la socialisation de certains groupes ou au développement social en utilisant le sport/ l'activité physique. Les principales idées émergeant de cette question se réfèrent (1) à l'organisation d'activités sportives ponctuelles à caractère social ou de séjours sportifs ; (2) au lancement de campagnes de sensibilisation et de slogans relatifs au rôle social du sport et de l'activité physique en général ; (3) à des réformes politiques (par exemple : changement du système scolaire).

Parmi les propositions, nous avons sélectionné les 22 idées qui semblaient être les plus intéressantes. Elles sont présentées dans l'annexe 6. Ce document a été distribué aux intervenants présents à la table de discussion du 9 novembre 2007, pour les remercier de leur présence et de l'intérêt qu'ils portaient à cette étude. Ces projets peuvent également constituer un réservoir d'idées pour tous ceux qui souhaitent promouvoir le développement du sport social. Ils représentent ainsi l'avant-projet d'un document de référence qui pourrait être mis à la disposition du public (ou des spécialistes) et qui deviendrait une sorte de « boîte à outils » basée sur l'échange de bonnes pratiques, d'informations et d'idées.

4.2 Table de discussion

En réponse à la question « En tant qu'acteur de terrain, quelles actions souhaiteriez-vous que la Fondation Roi Baudouin entreprenne afin de soutenir les initiatives utilisant le sport et/ou l'activité physique comme outil social, en Communauté Wallonie-Bruxelles ? », les intervenants ont proposé de deux à cinq propositions. Ces dernières ont été exposées oralement et synthétisées par l'animateur en une série de 10 intitulés (tableau 2). Il convient de retenir que ce processus a été réalisé en permanence avec l'accord des participants qui devaient systématiquement valider les interprétations et précisions apportées par l'animateur. Cette approche permet donc au groupe de s'approprier les idées formulées collectivement que nous allons détailler dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, nous proposerons le résultat des réflexions des participants à propos de quatre thèmes choisis démocratiquement par un vote.

4.2.1 Présentation des actions proposées

Chacune des 10 propositions formulées dans le tableau 2 se réfère à un ensemble d'actions qui demanderait à être opérationnalisées. Nous retrouvons plusieurs pistes d'actions identifiées précédemment :

- (1) La promotion du « sport social » (propositions 1, 2 et 9) ;
- (2) La formation des intervenants et des autorités publiques (propositions 7 et 8) ;
- (3) Le support logistique, financier, administratif et/ou juridique (propositions 3, 4, 5, 6 et 10) ;
- (4) Le développement d'activités particulières (proposition 9) ;
- (5) La recherche d'efficacité (propositions 4 et 5) ;
- (6) L'action sur le cadre législatif et les décideurs (propositions 2, 8 et 10) ;
- (7) La coordination (propositions 2 et 4).

Dans cette analyse, nous avons volontairement classé certaines propositions dans plusieurs catégories. En effet il existe un « overlapping » incontestable et d'ailleurs tout à fait justifié dans le sens où certaines actions peuvent concerner différents aspects.

Nous considérons que chaque proposition mériterait un développement spécifique en respectant les étapes habituelles de la mise en œuvre de projets : constituer une équipe, analyser la situation, mettre en œuvre le projet, évaluer et communiquer.

Certaines idées ont déjà fait l'objet de réflexions, voire d'actions concrètes. La proposition 6 a ainsi été partiellement traitée par la Fondation Roi Baudouin (projet d'infrastructures de quartiers, commission société et sport). Par ailleurs, dans la littérature, il existe des publications soulignant la nécessité d'améliorer la rentabilisation des infrastructures sportives autant que l'application de la législation en matière d'accès pour les personnes à mobilité réduite. Il reste cependant que le suivi des constats de carences est limité. Il manque de mises en application qui dépassent les vœux pieux et se basent sur des études de faisabilité ou des recherches d'action.

Tableau 2 - Classement des actions d'après le vote effectué lors de la table de discussion

1.	Travailler sur l'image des sports "différents" ou du sport en général et ses diverses facettes (sensibilisation du public).	31 Points
2.	Interpeller les autorités sur base d'un état des lieux afin d'amener une prise de conscience/décloisonnement, entreprendre un lobbying.	25 points
3.	Aider des projets originaux utilisant le sport social (bourses pour des individus avec une perspective d'autonomie).	15 points
4.	Financer la coordination en dressant un état des lieux très large et amener des rencontres.	10 points
5.	Apporter une aide dans la recherche de ressources financières, administratives et juridiques.	9 points
6.	Défendre l'accessibilité aux infrastructures locales.	8 points
7.	Prévoir une intervention pour améliorer la qualité des activités (formation, contenu,...).	7 points
8.	Organiser la formation des mandataires publics.	7 points
9.	Développer/promouvoir des activités physiques/motrices en famille.	4 points
10.	Proposer un décret de prélèvement sur des recettes sportives parallèles.	3 points

Pour prendre un autre exemple, la proposition 9, très concrète, pourrait faire partie d'un programme général de promotion de l'activité physique, d'autant plus qu'elle a déjà reçu l'attention de certains pouvoirs publics (ADEPS). Il semble que, malgré le foisonnement d'outils d'informations, la population et les intervenants ne connaissent pas encore les ressources existantes. Ceci souligne à nouveau l'intérêt que pourrait revêtir un répertoire des activités organisées dans tous les domaines sportifs.

4.2.2 Approfondissement des quatre actions principales

Les points obtenus par chaque proposition sont présentés dans le tableau 2. Pour rappel, les participants devaient attribuer 4 points à celle qu'ils considéraient comme la plus pertinente, intéressante et devant être mise en œuvre de manière prioritaire ; 3, 2 et 1 points étant réservés à trois autres propositions, dans l'ordre décroissant de préférence. Douze personnes ayant participé au vote, les scores présentés dans le tableau 2 se réfèrent à une note maximale possible de 48 points.

Les quatre actions qui ont été élues « prioritaires » ont fait l'objet d'une réflexion spécifique menée par quatre groupes de deux à trois personnes, composés librement. La mission de ces groupes consistait à lister et à décrire des activités concrètes que la Fondation Roi Baudouin pourrait entreprendre afin de mettre en œuvre les propositions choisies. Les participants étaient invités à se montrer créatifs. A l'issue de cette réflexion, le rapporteur de chaque groupe a présenté le fruit des discussions à l'ensemble des participants. Ceci a permis de nouveaux échanges. La synthèse des éléments qui sont dégagés est présentée ci-dessous.

1) Travailler sur l'image des sports "différents" ou du sport en général et ses diverses facettes (sensibilisation du public)

Il serait intéressant que la Fondation Roi Baudouin organise des colloques et/ou séminaires et diffuse des publications où seraient définis le mot « sport » ainsi que ses différentes facettes (sport de compétition ; sport social ;...). Ces actions d'information (séminaires/publications) offriraient une opportunité de réfléchir sur la responsabilité des pouvoirs publics dans les actions sportives (infrastructures, subventions,...).

Une autre action importante à mettre en œuvre consisterait à lancer une campagne de sensibilisation dont l'objectif serait de faire prendre conscience au grand public que le sport ne correspond pas uniquement à ce qui est transmis à la télévision (Francorchamps, D1 de football,...) mais également à une façon de vivre (plaisir, santé, dépense physique,...).

Du côté francophone, assurer le financement d'émissions télévisées portant sur la pratique du sport pour tous et de l'activité physique en général pourrait être envisagé.

2) Interpeller les autorités sur base d'un état des lieux afin d'amener une prise de conscience/décloisonnement, entreprendre un lobbying

Une prise de conscience s'avère nécessaire à différents niveaux :

(1) Une analyse pertinente et en profondeur de « l'outil » sport sous ses différentes facettes est nécessaire. Il s'agit de souligner ce que le sport peut apporter et comment il peut l'apporter.

(2) En Belgique francophone, il faudrait étudier la pratique réelle de l'activité physique et sportive des gens. En effet, il existe des données portant sur la pratique en club (par exemple : le nombre de personnes inscrites en club), mais beaucoup de personnes pratiquent leur activité physique et sportive en dehors d'une structure. Il s'avérerait donc opportun d'en tenir compte afin d'éviter de négliger une grande partie de la population. Cette même étude pourrait analyser les attentes (où, quand, comment,... ?) du grand public à l'égard des activités sportives.

(3) Il conviendrait de créer un « conseil supérieur du sport social ». Il s'agirait d'une structure semblable à l'AISF mais concernerait essentiellement le sport social/sport pour tous. Elle serait composée de diverses personnes convaincues de l'intérêt de la symbiose existant entre « le sport » et « le social ». Leur rôle consisterait à promouvoir et coordonner les initiatives.

(4) Une caricature du sport est « la lutte contre la délinquance ». Il faudrait interpellier les décideurs politiques en leur fournissant des données concrètes basées sur des marqueurs précis. Il faudrait montrer que le sport a besoin d'aller au-delà des structures existantes.

(5) Il s'avérerait intéressant de mettre en place, aux niveaux local, régional voire fédéral, des groupes de travail visant à accompagner les prises de décisions en matière de sport et à assurer une cohérence dans une politique sportive enfin révélée.

3) Aider des projets originaux utilisant le sport social (bourses pour des individus avec une perspective d'autonomie)

Il faut encourager « l'entrepreneuriat social » afin de développer en Belgique ce concept anglo-saxon. Pour cela, la Fondation Roi Baudouin pourrait proposer une aide sous forme de coaching pour certains entrepreneurs sociaux, sélectionnés sur base d'appel à projets. Le coaching consisterait en une aide pour trouver des financements publics. L'essentiel à ce niveau consisterait à encourager les initiatives potentiellement performantes et innovantes et, surtout, à promouvoir l'autonomie financière à moyenne échéance.

4) Financer la coordination en dressant un état des lieux très large et amener des rencontres

L'objectif consiste à développer une politique sportive (et sociale) cohérente. En effet, actuellement, on part du haut (communautés = politique) vers le bas (initiatives communales = praticiens). Ce qu'il faudrait, c'est partir de la base pour interpellier les politiques (groupes de travail intercabinets où les différents niveaux se retrouveraient pour développer des actions communes et leur donner des pistes d'actions concrètes dans une perspective temporelle supérieure au terme d'une législation. Ceci correspondrait en clair à la mise sur pied d'une « task force » susceptible d'agir de manière multisectorielle à tous les niveaux de décisions.

Plusieurs axes d'activités pourraient être envisagés dans ce cadre:

- (1) Dresser un état des lieux des sports par commune. Ceci permettrait de provoquer une rencontre entre toutes les personnes responsables du sport pour tous, de leur permettre de déterminer qui fait quoi.
- (2) Mettre en place une « commission sport communal » qui coordonnerait les projets et où la politique communale « sport pour tous » serait développée.
- (3) Contribuer à la création d'un organisme communautaire du sport pour tous qui développerait des formations, proposerait des conseils et mettrait en place un système de « label » de qualité.

5. Conclusions et recommandations

Cette étude a tout d'abord consisté en la réalisation d'un état des lieux, non exhaustif, des initiatives utilisant le sport et/ou l'activité physique en général comme outil social afin de mieux connaître ce domaine d'intervention. Nous avons aussi recueilli des informations relatives aux raisons justifiant le développement limité des initiatives locales ou régionales dans ce secteur d'activités et aux moyens qui devraient être mis en œuvre pour remédier à cette situation.

Nos résultats mettent en évidence que, dans le cadre du « sport social », les intervenants doivent disposer de compétences spécifiques à deux métiers différents qu'exercent les éducateurs sportifs, d'une part, les travailleurs sociaux, de l'autre. Ceci exige donc que des formations complémentaires soient développées dans l'offre disponible actuellement. Par ailleurs, nous retiendrons que le domaine souffre d'un manque de visibilité et, dans notre culture, est directement concurrencé par le sport traditionnel. Ce dernier pourrait pourtant être amené à partager de plus en plus les valeurs humaines prônées par le « sport social ». En effet, l'évolution globale actuelle de la société pourrait inciter les structures sportives traditionnelles à travailler de plus en plus au développement social. Par ailleurs, il apparaît que nous manquons de données objectives à propos de la place et de l'impact du « sport social », soulignant la nécessité d'entreprendre des analyses systématiques et d'expérimenter des procédés originaux.

Dans un second temps, nous avons invité 14 praticiens à une « table de discussion ». L'objectif de celle-ci consistait à identifier les actions concrètes que la Fondation Roi Baudouin pourrait entreprendre dans la perspective de soutenir de manière efficiente le développement social grâce au sport. Les thèmes qui ont été développés par les participants pourront être directement utilisés dans le cadre d'une planification bien conduite.

Les principaux axes d'intervention qui ont été mis en valeur portent sur la promotion, la formation, le support et la coordination. L'image qui se dégage de cette démarche laisse apparaître la nécessité de soutenir la mise en place d'un programme d'actions multisectorielles.

A partir des deux étapes de notre étude, nous sommes à même de formuler plusieurs recommandations. Celles-ci n'ont naturellement pas la prétention d'être exhaustives en ce qui concerne les orientations que pourraient prendre les actions de soutien à apporter au « sport social » afin que la société puisse en tirer profit au bénéfice de la population dans son ensemble, de groupes cibles fragilisés en particulier.

Mobilisant ses ressources et profitant de son statut, nous considérons que la Fondation Roi Baudouin pourrait agir de plusieurs manières : en apportant un soutien financier ou logistique, d'une part, en jouant un rôle fédérateur, médiateur et catalyseur, d'autre part.

Dans un souci pratique, nos recommandations finales ont été présentées sous la forme d'un tableau (tableau 3). Nous proposons ainsi quatre axes de travail. Ces derniers correspondent à des thèmes généraux. Chacun comporte plusieurs directions d'intervention. Celles-ci constituent en fait des objectifs « opérationnalisables ». Elles devraient

Tableau 3 – Listes de recommandations

Promotion : amener une prise de conscience

* Organiser des colloques et diffuser des publications (valeurs du sport alternatif)

*** Médiatisation de projets efficaces**

* Soutenir la création d'un label de qualité

* Participer à un lobbying

Support : contribuer à l'amélioration des conditions

* Aider dans le cadre de la gestion

* Participer à la formation des intervenants

*** Soutenir des initiatives originales**

Analyse : permettre le développement des connaissances sur le domaine

*** Analyser les pratiques et leur impact**

* Stimuler les échanges

* Encourager les expériences de terrain

Coordination : augmenter la rentabilisation des actions dans le cadre d'une planification

*** Inciter la mise en place d'une structure de coordination**

* Contribuer au rapprochement des forces vives (« task force » multisectorielle)

* Aider à la réalisation d'un répertoire

naturellement toutes conduire à de multiples actions spécifiques et très ciblées, développées dans un souci d'efficacité et systématiquement évaluées dans un processus de suivi continu. Ceci signifie que chaque intervention devrait veiller à dépasser les déclarations d'intention pour privilégier les répercussions concrètes.

Parmi ces propositions, notre préférence va à quatre directions d'intervention choisies délibérément dans chacun des axes de travail. Elles sont clairement mises en évidence dans le tableau 3 où elles apparaissent dans une couleur différente. Il est évident que les actions sur le terrain qui en découleraient s'inscriraient dans un processus de concertation. Ceci justifierait certainement que la première décision utile consisterait à former une cellule spéciale composée d'experts et dotée de moyens de fonctionnement propres, d'une part, d'un budget destiné à la mise en place de projets concrets, d'autre part.

Grâce aux éléments d'information identifiés dans ce travail à partir d'arguments proposés par des femmes et des hommes de terrain, il nous semble que nous avons bien mis en évidence que, sous certaines formes, le sport a une mission sociale importante à remplir et qu'il mérite une attention particulière. Nous espérons vivement que la Fondation Roi Baudouin sera convaincue du rôle primordial qu'elle peut exercer dans ce domaine, pour le mieux être de la population, en ces temps de crises diverses.

6. Références

- * Anstett, M. (1993). Usage du sport dans le secteur de l'éducation et de l'animation des jeunes en difficulté. Sauvegarde de l'enfance, 1-2, 6-20.

- * Beltramini, L., Delfosse, C., Piéron M., & Cloes, M. (2001). Regards sur des jeunes participants à des activités sportives organisées dans des quartiers défavorisés. In ARIS (Ed.). Actes du colloque « L'intervention dans le domaine des activités physiques et sportives : compétence(s) en mutation ? » CDRom. Grenoble IUFM.

- * Bourguignon, A. (1996). Quand le sport descend dans la rue. Nouvelle Tribune, 10, 25-37.

- * Brunelle, J., Drouin, D., Godbout, P. & Toussignant, M. (1988). La supervision de l'intervention en activité physique. Montréal : Gaëtan Morin Ed.

- * Chelladurai, P. (1995). Sport management. Macro perspectives. London, Ont : Sports dynamics.

- * Clément, M. (1993). Les outils d'évaluation de la prévention. Sauvegarde de l'enfance, 1-2, 117-127.

- * Cloes, M. (2002). *Chantier n° 1 : Les structures du sport*. In, Communauté française (Ed.), Les Chantiers du sport. Ensemble construisons le sport. Bruxelles : Ministère des Sports de la Communauté française (ADEPS). 3-8. Disponible sur Internet (<http://www.cfwb.be/chantiersdusport/brochure.pdf>).

- * Cloes, M. (2003). *La motivation : un élément central dans la vie des associations sportives. Chapitre 3*. In, M. Maes & T. Zintz (Eds.), Vade-mecum Management du sport, 2^{ème} édition. Bruxelles : Comité Olympique et Interfédéral Belge. 59-78.

- * Cloes, M. (2007). L'accessibilité aux activités physiques et sportives : un défi permanent. Texte d'une conférence proposée dans le cadre du Colloque « Insertion par le sport » organisé à Herstal le 24 octobre 2007 par l'asbl Coup d'Envoi.

* Cloes, M. & Vincke, J. (2004). Développer les liens, améliorer l'accès. Une exploration de l'impact social du sport. Fondation Roi Baudouin.

* Conseil Européen de Nice (2000). Conclusion de la Présidence. Annexe 4. Déclaration relative aux caractéristiques spécifiques du sport et à ses fonctions sociales en Europe devant être prises en compte dans la mise en œuvre des politiques communes. Consulté en juillet 2002 sur le site : http://www.europarl.eu.int/summits/nice2_fr.htm#an4.

* De Knop, P. (1993). Enquête sur les possibilités d'intégration par le sport pour les jeunes immigrés. In, Fondation Roi Baudouin Ed., Sport et Intégration. Que peut faire le sport ? Anderlecht.

* Fondation Roi Baudouin (1987). Les infrastructures sportives légères. Bruxelles : Fondation Roi Baudouin.

* Fondation Roi Baudouin (1992). Sport Aventure pour jeunes en difficultés. Fondation Roi Baudouin. Actes des séminaires 1991-1992.

* Groupe de Travail International sur les Femmes et le Sport (2002). La Boîte à outils de Montréal. Legs de la Conférence mondiale 2002. Consulté le 18/11/06 sur Internet: <http://www.canada2002.org/f/toolkit/index.htm>.

* Housiaux, P. (2001). Sport : enjeu ou hors-jeu ? Entretiens avec Gilles Goetghebuer. Bruxelles : La renaissance du livre.

* Kirkendall, D., Gruber, J. & Johnson, R. (1987). Measurement and evaluation for physical education. Champaign, IL : Human Kinetics Publishers.

* Ministère de la Communauté française (1999). Décret organisant le sport en Communauté française. (D.26-04-1999 ; M.B. 23-12-1999). Consulté en mars 2005 sur Internet : <http://www.cdadoc.cfwb.be/cdadocrep/pdf/1999/19990426s23675.pdf>.

* Ministère de la Région Wallonne (1996). Rencontre de quartiers, petites infrastructures et animations sociales de quartier, brochure 1996.

- * Piéron, M. & Vrijens, J. (1991). Livre Blanc sur la condition physique des jeunes en Belgique. Bruxelles : Fondation Roi Baudouin et Comité Olympique et Interfédéral Belge.
- * Piette, D., Parent, F., Coppieters, Y., Favresse, D., Bozelmans, C., Kohn, L. & De Smet, P. (2003). *La santé et le bien-être des jeunes d'âge scolaire: Quoi de neuf depuis 1994?* Bruxelles : ULB-PROMES.
- * SCAD Plus (1999). Rapport de la Commission COM (99) 644 final SPORT La fonction sociale du sport. Consulté en avril 2002 sur le site : <http://europa.eu.int/scadplus/leg/fr/lvb/l35005.htm>.
- * StatSoft (2006). Statistica 7.1. Campus « étudiant » 2006. Version 7.1F2. Maisons-Afort : Stat Soft.
- * U.S. Department of Health and Human Services. (1996). Physical Activity and Health: A Report of the Surgeon General. Atlanta, GA : U.S. Department of Health and Human Services, Centers for Disease Control and Prevention, National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion. Consulté sur Internet le 11/11/06 sur le site: <http://www.cdc.gov/nccdphp/sgr/pdf/sgrfull.pdf>.
- * World Health Organisation (2006). *Obesity in Europe*. Retrieved from Internet on April 2, 2006: <http://www.euro.who.int/obesity>
- * World Health Organisation (2007). Steps to Health. A European framework to promote physical activity for health (Doc. EUR/06/5062700/10). Copenhagen : WHO Regional office for Europe. Consulté sur internet en octobre 2007 : <http://www.euro.who.int/document/E90191.pdf>.

7. Annexes

Liste des annexes

- Annexe 1 : Questionnaire (version définitive)
- Annexe 2 : Liste des répondants
- Annexe 3 : Présentation des différentes catégories pour l'analyse des questionnaires
- Annexe 4 : Liste des personnes présentes à la table de discussion du 9 novembre 2007
- Annexe 5 : Questionnaire distribué aux intervenants lors de la table de discussion
- Annexe 6 : Propositions de projets originaux contribuant à la socialisation de certains groupes ou au développement social en utilisant le sport/l'activité physique

Annexe 1 – Questionnaire (version définitive)



**Institut supérieur d'Education
physique et de Kinésithérapie
UNIVERSITE DE LIEGE**

Sart Tilman Bât. B-21 B-4000 LIEGE
Tél.: 04/366.38.91 Fax.: 04/366.29.01
Marc.Cloes@ulg.ac.be



Sport et société

En Belgique, la Fondation Roi Baudouin est une référence en matière de développement du bien-être des citoyens. Elle nous a confié la mission de réaliser un état des lieux au sujet de ce qui existe en Wallonie et à Bruxelles dans le cadre de l'utilisation du sport et/ou des activités physiques en général comme outil social. Vous avez été identifié comme une personne-ressource dans ce domaine et nous souhaitons ainsi faire appel à votre expertise pour recueillir des informations qui contribueront à élaborer un rapport et des recommandations. Conscients que cette nouvelle sollicitation nécessitera un temps précieux, nous espérons que vous partagerez notre enthousiasme à l'égard de ce projet et que vous accepterez de contribuer à son succès en répondant aux questions ci-dessous. Nous vous remercions d'avance pour votre intérêt et votre collaboration.

Très cordialement,

Prof. Marc CLOES et son équipe

Présentation

- ° Nom du répondant :
- ° Adresse postale :
- ° Téléphone :
- ° E-mail :

Description de l'initiative utilisant le rôle social du sport

- ° Nom :
- ° « Siègne social » :
- ° Votre activité est : O toujours en cours. Année de début ?
- O suspendue, arrêtée. Année de début ?
- Année de fin ?

° Description de ce que vous proposez/avez proposé :

- **Quoi ?** (Quel(s) service(s) proposé(s) ?)
.....
.....
.....
- **Pour qui ?** (Quel public cible ?)
.....
.....
.....
- **Pour quoi ?** (Quel(s) objectif(s) poursuivi(s) ?)
.....
.....
.....
- **Quand ?** (Quelle(s) période(s) d'activités ?)
.....
.....
.....
- **Où ?** (Quel(s) lieu(x) d'activités ?)
.....
.....
.....
- **Succès** rencontré : est-ce que les gens (re)viennent ? Qu'est-ce qui vous permet de le dire ?
.....
.....
.....
- Quels sont les **apports** concrets que vous avez eu l'occasion de relever chez les participants ?
.....
.....
.....

° Selon vous, en général, quels sont les éléments contribuant au fait qu'un projet utilisant le sport/l'activité physique comme vecteur de socialisation ou moyen de développement social « marche » bien ? Pour chaque proposition, citez un mot clé puis une courte explication.

(a) « _____ » :
.....
.....
(b) « _____ » :
.....
.....
(c) « _____ » :
.....
.....

° Selon vous, en général, quels sont les éléments qui contribuent à l'arrêt/abandon de ce type d'initiative ? Pour chaque proposition, citez un mot clé puis une courte explication.

(a) « _____ » :
.....
.....
(b) « _____ » :
.....
.....
(c) « _____ » :
.....
.....

° Selon vous, en général, quels sont les éléments qui expliquent qu'il n'y ait pas plus d'initiatives de ce type dans la partie francophone du pays ? Pour chaque proposition, citez un mot clé puis une courte explication.

(a) « _____ » :
.....
.....
(b) « _____ » :
.....
.....
(c) « _____ » :
.....
.....

° Qu'est-ce que l'on pourrait mettre en place pour multiplier les initiatives utilisant le sport/l'activité physique comme vecteur de socialisation ou moyen de développement social ? Pour chaque proposition, citez un mot clé puis une courte explication.

(a) « _____ » :
.....
.....
(b) « _____ » :
.....
.....
(c) « _____ » :
.....
.....

° Si vous en aviez les moyens, quel(s) projet(s) original(aux) proposeriez-vous en vue de contribuer à la socialisation de certains groupes ou au développement social en utilisant le sport/l'activité physique ? Pour chaque proposition, citez un mot clé puis une courte explication.

(a) « _____ » :
.....
.....
(b) « _____ » :
.....
.....
(c) « _____ » :
.....
.....

A nouveau, merci pour le temps que vous nous avez consacré.

Au nom de l'équipe,

Prof. Marc CLOES

Annexe 2 : Liste des répondants

	Nom	Prénom	Association/organisme	Localité - Province	adresse e-mail	N° de téléphone
1	Meurens	André	JBM Baelen + Tournante Aubeloise - volleyball	Bealen + Aubel - Liège	andre.meurens@skynet.be	0497/409013
2	Reigner	Véronique	Team Lessines - Les 12 heures de la Chinelle	Lessines - Hainaut	veronique.reigner@gmail.com	0498/716616
3	Modave	Patrick	Embarquement immédiat	Liège - Liège	modavepatrick@yahoo.fr	0473/552797
4	Gherroucha	Jérôme	Service Educateurs de Rue	Pepinster - Liège	jerome.gherroucha@pepinster.be	0497/977039
5	Scimia	Osvalda	Budokan Arlon	Arlon - Luxembourg	scimia@skynet.be	063/222604
6	Pastur	Thierry	asbl "FEFA" (Football-Etudes-Familles-Anderlecht)	Bruxelles - Bruxelles	tpastur@anderlecht.irisnet.be	02/5221589
7	Florence	Béatrice	Maison Médicale du Vieux Molenbeek	Bruxelles - Bruxelles	beatrice.florence@skynet.be	0473/351609
8	Claus	Henri	Croix-Rouge section la Louvière	La Louvière - Hainaut	henriclaus@mac.com	0495/515086
9	Yayi Mpiè	Léon	asbl Lutte Club Cosmopolite	Liège - Liège	leonyayimpie@yahoo.fr	0478/480692
10	Malengreaux	Bernard	Fédération Sportive de l'Enseignement de la Communauté	Saint-Servais - Namur	bernardmalengreaux@skynet.be	0498/759363
11	Gérimont	Jean-Michel	Croix-Rouge francophone, Centre d'accueil pour demandeurs d'asile	Hotton - Luxembourg		084/244980
12	Robins	Hugues	Entente Carolorégienne pour l'Intégration de la Personne Handicapée	Charleroi - Hainaut	hugues.robins@skynet.be	071/361926
13	Franckard	Brigitte	Fédération Sportive Scolaire de l'Enseignement Libre (FRSEL)	Bruxelles - Bruxelles	fédéral@frsel.be	02/5441001
14	Riflet	Philippe		Malmédy - Liège	Philriflet@hotmail.com	0495/357608
15	Vauchel	Sébastien	CPAS de Mouscron	Mouscron - Hainaut	sebastien.vauchel@mouscron.be	056/390677
16	Roland	Hubert	Réseau Sports de quartier asbl	Bruxelles - Bruxelles	info@sport-de-quartier.be	02/2133690
17	Henreaux	Thomas	www.street-tennis.be	Monceau - Hainaut	thomas.henreaux@skynet.be	0478/555952
18	Martin	Philippe	Football Club Jupille	Jupille - Liège	philippe.martin@publilink.be	04/2205106
19	Fach	Laurent	asbl Coup d'Envoi	Liège - Liège	laurent.fach@publilink.be	0477/591361
20	Ernst	Luc	CPAS de Herve	Herve - Liège	luc.ernst@skynet.be	087/692955
21	Plunus	Ghislain	Service d'Accrochage Scolaire "Espace Tremplin"asbl Compas Format	Seraing - Liège	G.Plunus@ulg.ac.be	0473/766408
22	Margot	Anne-Catherine	Fédération Multisports Adaptés	Bruxelles - Bruxelles	ac.margot@sportadapte.be	02/2464224
23	Magnée	Joseph	Mante Belge asbl	Trooz - Liège	mantebelge@skynet.be	0475/814739
24	Cantinaux	Jean-Marc	Asbl Aux Sources, Service d'Accroche Scolaire	Huy - Liège	Aux@swing.be	085/252840
25	Delforge	Nicole	Asbl Andenne Sports Loisirs	Andenne - Namur	nicole.delforge@andenne.be	085/849520
26	Dmyterko	Stéphane	Herve Athlétic Club	Herve - Liège		087/678680
27	Golinvaux	Mathilde	Challenger Concept	Bertix - Luxembourg	info@challenger-concept.com	0498/513068
28	Maison de la femme		Lutte contre l'exclusion sociale asbl	Bruxelles - Bruxelles	maison_femme@hotmail.com	02/4119170
29	Hanssen	Roger	UCP, mouvement social des aînés asbl, sports seniors asbl	Arlon - Luxembourg		063/423366
30	Xhrouet	Paul	Handinage 2004 asbl	Hodeige - Liège	pax3009@hotmail.com	0497/027291

31	Monseur	Jean-Marc	Soleil Blanc asbl	Battice - Liège	jm.monseur@soleilblanc.be	087/679154
32	Bardaxoglou	Nicole	Asbl Grandir	Bruxelles - Bruxelles	grandir@cecifoot.be	0475/674073
33	Dubois	Franck	Besep et handikaraté	Seraing - Liège	fdubois@gmail.com	0495/550226
34	Montee	Christophe	Action de prévention et de proximité - ville de la Louvière	La Louvière - Hainaut	christophe.montee@lalouviere.be	064/278181
35	Marchal	Jean-Paul	Royal Daring Club de Cointe	Liège - Liège	jean-paul.marchal@teledisnet.be	0494/218424
36	Dewez	Christophe	asbl Gobul'in Projet Action-Aventure	Dinant - Namur	chrisdewez2@hotmail.com	0476/967323
37	Thiry	François	Emergence S.A.S. (asbl Carrefour)	Namur - Namur	emergenceaccueil@gmail.com	061/233207
38	Vanderthommen	Marc	Basket-ball en chaise	Esneux - Liège	mvanderthommen@ulg.ac.be	04/3663878
39	Kir	Emir	Ministre, membre du Collège de la COCOF en charge du Sport	Bruxelles - Bruxelles	jtrefois@kir.irisnet.be	02/5063411
40	Cobbaert	Sophie	Asbl Convivialités	Bruxelles - Bruxelles	sophoe.cobbaert@convivial.be	02/5034346
41	Matthijs	Camille	Projet "Sport au féminin" du CTL La Barricade asbl	Bruxelles - Bruxelles	ctl.barricade@skynet.be	02/2196996
42	Harlange	Jean-Pierre	Allure libre du trou du beau bois (jogging)	Halanzy - Luxembourg	jean-pierre.harlange@skynet.be	063/675376
43	Lust	Luc	JACO asbl (Jogging athlétique club de l'Oise)	Momignies - Hainaut	luclust@hotmail.com	060/212612
44	Grignet	Sophie	Centre de Jeunes "La Petite Maison"	Vaux-sous-Chèvremont - Liège	lapetite_maison@hotmail.com	0497/887139
45	Dedekker	Yves	Asbl Gemboux-Ominsport	Gembloux - Namur	gembloux.omnisport@scarlet.be	081/612910
46	Lahaye	Jean-Louis	CAP 48	Bruxelles - Bruxelles	jela@rtbf.be	0495/268911
47	Taxhet	Francis	ATHENA sport management	Liège - Liège	athenasportmanagement@hotmail.com	04/3413121
48	Sahli	Farid	Sport et Démocratie	Bruxelles - Bruxelles	info@innovasport.be	0497/745333
49	Vanderschueren	Philippe	PEPS - SPORT asbl Agence Conseil du Sport (Participation Education Plaisir Santé)	Bruxelles - Bruxelles	philippe@peps-sport.be	0475/391634
50	Famelart	Michel	Asbl Endurance Team de Chièvres	Chièvres - Hainaut	mfamelart@skynet.be	068/284286
51	Joveneau	Adrien	Le Beau Vélo de RAVeL	Bruxelles - Bruxelles	ajov@rtbf.be - ravel@rtbf.be	0475/494334
52	Coudyzer	Stéphane	La Maison des Associations asbl	Amay - Liège	scoudyzer@cof.be	085/328452
53	Libermé	Eric	asbl Vent Debout	Wandre - Liège	liberpol@skynet.be	087/221204

Annexe 3 : Présentation des différentes catégories pour l'analyse des questionnaires

Statut : Qui organise les activités ?

Asbl (personnes valides) = sports de quartiers, service d'accrochage scolaire, sports loisirs,...

Clubs sportifs

Asbl (personnes non-valides) = sports et loisirs pour personnes et athlètes handicapés

CPAS

Secteur santé = maison médicale, croix rouge

Fédération sportive scolaire = Fédération Sportive de l' Enseignement de la Communauté,

Fédération Sportive Scolaire de l' Enseignement libre

Fédération multisports adaptés

Initiatives personnelles = association de faits, personnes physiques

Médias = structures publiques ou privées telles que maisons de presse, centre de radio ou télévision

Public : A qui s'adressent les organisateurs ?

Public varié, non spécifique = tout public, sans caractéristiques particulières : jeunes, adultes, familles, élèves

Personnes handicapées = tout type de handicap

Milieus défavorisés =

Femmes

Jeunes en décrochage scolaire = jeunes en décrochage scolaire selon les normes du décret de discrimination positive défini aux articles 30,31 et 31 bis du décret

Seniors

Jeunes délinquants = jeunes repérés par les services de police pour vols et faits de petite délinquance

Autres = réseau sport de quartier qui coordonne les acteurs de terrain (communes, maisons de jeunes),...

Activités proposées : Quels sont les services offerts dans le cadre du projet ?

Activités en milieu scolaire = services d'accrochage scolaire, sport étude, sport scolaire

Activité physique et sportive régulière/de compétition = entraînement sportif

Sport loisirs - bien être = activités physiques de loisirs pour seniors, personnes handicapées, femmes,...

Sport de quartier

Evènements socio sportifs = évènements sportifs ponctuels à caractère social

Autres

Objectif : A quoi servent les activités mises en place ?

Bien être mental et physique = épanouissement, santé, confiance en soi, amélioration de la motricité,...

Socialisation valides = favoriser échanges entre jeunes, vie de groupe, aider à devenir citoyen via le sport et les valeurs qu'il véhicule, intégration des demandeurs d'asile,...

Accès au sport pour tous = permettre à tout un chacun de pratiquer une activité physique, donner un accès au sport autre que dans club, sports scolaires

Lutte contre inadaptation sociale = lutte contre comportement inadéquat par rapport à la société (décrochage scolaire, délinquance)

Socialisation non-valides = intégration de la personne handicapée

Amélioration du niveau sportif = entraînement sportif, compétition

Autres = synergie entre partenaires locaux dont l'objectif est la réussite d'un projet, assurer la formation d'animateurs et stagiaires, ...

Moment : Quand les activités se déroulent-elles?

Toute l'année = toute l'année même pendant les congés scolaires

Variable = varie selon l'activité et le public concerné

Toute l'année sauf vacances = toute l'année sauf vacances scolaires

Certaines périodes = durant certaines périodes de l'année (exemple : uniquement au printemps et en été)

Evènements ponctuels = tournois, jogging, ...

Vacances = durant les congés scolaires

Lieu de pratique : Où les activités se déroulent-elles?

Infrastructures sportives spécifiques ou non = salles omnisports, centres ADEPS, terrain de football, piste d'athlétisme, piscine, espaces sportifs de proximité,...

Espaces et lieux privés = espaces et lieux privés non sportifs (exemple : bureaux)

Milieu naturel = terroir, montagne, parcours santé,...

Espaces et lieux publics = espaces et lieux publics non sportifs (place publique, RAVel, plaine de jeux,...)

Ecole

Centre social, culturel et de santé = centre d'accueil, salle de maison médicale, centre social,...

Autres

Signes de succès : Qu'est-ce qui permet de considérer que "cela marche"?

Fréquentation = fréquentation moyenne élevée, liste d'attente, augmentation du nombre de participants

Fidélité = réinscriptions

Comportement et attitude des participants (enthousiasme)

Diversification des activités = entrée d'une équipe en fédération,...

Autres

Apport : Qu'est-ce que l'activité apporte aux participants?

Vie en groupe = sortir de l'isolement, intégration sociale

Gestion mentale = maîtrise des émotions, confiance en soi, vaincre des appréhensions

Santé et bien être = amélioration de la santé, de l'hygiène de vie, épanouissement

Développement moteur et physique = amélioration des habiletés motrices et de la condition physique, augmentation des performances

Comportement et attitude envers les autres = tolérance, gommage des différences

Attitude positive pour le mouvement = goût de l'effort

Respect = fairplay, respect d'autrui, diminution des incivilités

Plaisir = détente, plaisir

Autres

Facteurs favorables : Qu'est-ce qui contribue au succès de ce type d'activité?

Caractéristiques de participants = relatives aux personnes participant à l'activité (plusieurs sous-catégories)

Caractéristiques de l'activité = relatives à l'activité elle-même (plusieurs sous-catégories)

Encadrement = qualité, adaptation, formation, synergie des personnes encadrant l'activité

Budget suffisant = argent, subsides nécessaires au bon fonctionnement de l'activité

Autres

Équipement = infrastructures adaptées et de qualité

Facteurs défavorables : Qu'est-ce qui nuit au succès de ce type d'activité?

Responsabilités des organisateurs (plusieurs sous-catégories)

Responsabilité des participants (plusieurs sous-catégories)

Moyens insuffisants = manque de moyens financiers, humains, logistiques

Manque d'intérêt des autorités = manque d'intérêt des instances, de volonté politique, culture sportive non développée

Responsabilité du projet = manque d'originalité, non adapté à certains publics

Manque de supports/relais dans la société = manque de relais presse, de reconnaissance médiatique

Autres = concurrence

Explication du manque d'initiatives : Pourquoi n'existe-t-il pas plus de projets "sport social"?

Financement = budget et moyens insuffisants

Politique = manque d'intérêt et peu de soutien pour le social

Encadrement = manque de disponibilité, problème du bénévolat, manque de professionnels

Phénomène de société = élitisme, individualisme, sport social peu valorisé

Infrastructures = manque cruel d'infrastructures correctes, structures sportives trop peu nombreuses pour publics spécifiques (handicapés, personnes âgées,...)

Information = manque de promotion de ce type de projet

Autres

Actions à mettre en place : Comment augmenter le nombre de projets "Sport social"?

Moyens financiers = aides financières

Information = assurer la promotion de l'activité physique via les médias, organiser des campagnes pour conscientiser la population

Multiplication des activités = augmenter le nombre d'associations travaillant dans le secteur des activités sportives, proposer des initiations gratuites

Adaptation des structures et du cadre législatif = modifier, supprimer lois sur bénévolat, modifier le système scolaire

Formation des intervenants = inciter les intervenants à suivre des formations, reconnaissance des formations dans les écoles et universités

Coordination = assurer une coordination, collaboration entre différents acteurs (politiques, organisateurs)

Infrastructures = augmenter le nombre d'infrastructures, augmenter la qualité et le confort des infrastructures

Qualité intervenants = évaluer le personnel encadrant, engager du personnel qualifié

Prévention = travail avec des jeunes de issus de milieux défavorisés

Autres

Annexe 4 : Liste des personnes présentes à la table de discussion du 9 novembre 2007

	Nom	Prénom	Association/organisme	Tél	E-mail
1.	Coudyzer	Stéphane	La Maison des Associations asbl	085/328452	scoudyzer@cof.be
2.	De Mol	Ann	Fondation Roi Baudouin	02/549 02 64	DEMOL.A@Kbs-frb.be
3.	Dewez	Christophe	Asbl Globul'in Projet Action-Aventure	0476/967323	chrisdewez2@hotmail.com
4.	Dubois	Franck	Besep et handikarate	0495/550226	fdubois@gmail.com
5.	Fach	Laurent	Asbl Coup d'envoi	04/2205859 - 0477/591361	laurent.fach@publilink.be
6.	Gherroucha	Jérôme	Service Educateurs de Rue - Pepinster	0497/977039 - 0485/568105	jerome.gherroucha@pepinster.be
7.	Montée	Christophe	Action de prévention et de proximité - ville de la Louvière	064/278181	cmontee@lalouviere.be
8.	Roland	Hubert	Asbl Réseau Sports de Quartier	02/2133690	info@sport-de-quartier.be
9.	Sahli	Farid	Sport et démocratie	0497/745333	farid.sahli@banlieues.be
10.	Taxhet	Francis	Athena Sport Management	04/3413121	athenasportmanagement@hotmail.com
11.	Trefois	Jérôme	Attaché Sport - Cabinet du Ministre E. KIR / Cocof	02/5063411	jtrefois@kir.irisnet.be
12.	Van Kets	Veerle	Fondation Roi Baudouin	02/549 03 07	vankets.v@kbs-frb.be
13.	Vanderschueren	Philippe	Peps-Sport asbl Agence Conseil du Sport	0475/391634	philippe@cenforgil.be
14.	Yayi Mpiè	Léon	Asbl Lutte Club Cosmopolite	04/3426640 - 0478/480692	leonyayimpie@yahoo.fr

Annexe 5 : Questionnaire distribué aux intervenants lors de la « table de discussion »



**Institut supérieur d'Education
physique et de Kinésithérapie
UNIVERSITE DE LIEGE**

Sart Tilman Bât. B-21 B-4000 LIEGE
Tél.: 04/366.38.91 Fax.: 04/366.29.01
Marc.Cloes@ulg.ac.be



Sport et société

° Nom du répondant :

° Association/Institution :

° En tant qu'acteur de terrain, quelles actions souhaiteriez-vous que la Fondation Roi Baudouin entreprenne afin de soutenir les initiatives utilisant le sport et/ou l'activité physique comme outil social, en Communauté Wallonie-Bruxelles ? Pour chaque proposition, veuillez mentionner un mot clé puis préciser votre idée en quatre lignes maximum.

(1) « _____ » :
.....
.....
.....

(2) « _____ » :
.....
.....
.....

(3) « _____ » :
.....
.....
.....

(4) « _____ » :
.....
.....
.....

(5) « _____ » :
.....
.....
.....

Annexe 6 : Propositions de projets originaux contribuant à la socialisation de certains groupes ou au développement social en utilisant le sport/l'activité physique

Propositions

* Organiser "journée sports de rue", qui valoriseraient les espaces mis à la disposition des jeunes (agora spaces, plaines, skate park), ce qui permettraient à ces jeunes d'être mis en valeur dans leur quartier.

(Reigner V., Organisation "Team Lessines - les 12 heures de la Chinelle")

* Lancer des compétitions moto, mobylettes, trottinettes, skate, rollers,... sports qui branchent les jeunes mais qui ne sont pas toujours pratiqués de manière légale (code de la route, mesures de sécurité,...).

(Reigner V., Organisation "Team Lessines - les 12 heures de la Chinelle")

* Construire plus de halls omnisports qui seraient réservés aux activités ayant un objectif social et non aux clubs officiels.

(Gherroucha J., Service éducateurs de rue - Pepinster)

* Consacrer une partie du budget de la promotion des sports et activités physiques physiques pour valider à informer le public des personnes handicapées des possibilités qui existent pour elles dans ce domaine.

(Robins H., Entente Carolorégienne pour l'Intégration de la Personne Handicapée)

* Réaliser une étude approfondie sur la réalité du sport en Belgique (quid hors pratique en club?).

(Roland H., asbl Réseau Sports de Quartier)

* Lancer des campagnes de sensibilisation sur la nécessité de prendre en charge le développement de l'APS.

(Roland H., asbl Réseau Sports de Quartier)

* Organiser des activités familiales originales pour favoriser les échanges enfants/parents de plusieurs familles.

(Fach L., asbl Coup d'envoi)

* Création d'un centre de ressources pour l'intégration de la personne handicapée dans le circuit sportif valide classique, organisme qui serait soutenu et financé par la Communauté Française.

(Margot A-C., Fédération Multisports Adaptés)

* Proposer sports aventures (escalade, via ferrata, rando montagne, plongée,...) à des jeunes en difficulté (délinquance, manque de confiance en soi, agressivité,...) = outil de travail intéressant.

(Monseur J-M., asbl Soleil Blanc)

* Pratiquer des activités sportives avec des jeunes de milieux sociaux différents, laisser se côtoyer valides et moins valides dans un contexte sportif, laisser aux "plus faibles" la possibilité d'épater les "nantis".

(Monseur J-M., asbl Soleil Blanc)

* Proposer plus d'activités physiques au sein des différents secteurs de l'enseignement (primaire et secondaire) et en y créant des actions durant les récréations et en extrascolaire.

(Montée C., Action de prévention et de proximité - ville de la Louvière)

* Proposer au niveau local la création de centres de sports de quartier chargés de (r)établir le lien entre la population des quartiers et le monde du sport, d'aider les quartiers qui souhaitent développer des actions de sports de quartier; mais également développer les synergies entre tous les acteurs de la vie active (institutions, associatifs, entreprises,...) afin de développer des actions socio-sportives.

(Montée C., Action de prévention et de proximité - ville de la Louvière)

* Lancer des partenariats entre le secteur sportif (club, fédérations,...) et le secteur de l'action social permettraient de faire profiter chaque partie de l'expertise affinée de l'autre dans son domaine de prédilection. De plus, cela favoriserait les échanges aussi bien de pratique entre professionnels que les échanges entre les différents publics bénéficiaires des actions.

(Kir E., ministre, membre du collège de la COCOF en charge du Sport)

* Une politique homogène et logique en terme d'information sur l'offre sportive de proximité existante favoriserait la pratique sportive du plus grand nombre. Il s'agit également de mener des initiatives d'information et de sensibilisation sur les vertus tant physiques que morales de la pratique sportive.

(Kir E., ministre, membre du collège de la COCOF en charge du Sport)

* Offrir des vélos (et des cours de code de la route et de "manipulation vélo") aux réfugiés pour qu'ils se déplacent en ville.

(Cobbaert S., asbl Convivialités)

* Emission télévisée où des personnes qui ont bien réussi leur insertion sociale, malgré leur handicap, et ce via le sport, présenteraient leur vie et feraient passer le message que c'est possible d'y arriver.

(Lahaye J-L., présentateur télé + organisation de Cap 48)

* Création d'un institut d'éducation civique(enseignement primaire et secondaire) basée sur l'intégration profonde par la connaissance physique au sens large (lois fondamentales de la nature et applications corporelles jusqu'à la réflexion philosophique), formation à la citoyenneté dans ses dimensions sociétales, au service de la chose publique, aptitude à l'autoformation, à la performance, (notamment scolaire) par l'apprentissage des applications sportives.

(A.S.M.)

* En milieu carcéral, applications directes des méthodes d'éducation sportive visant au respect de soi et des autres ("je me respecte et on me respecte"), à l'intégration au groupe dans sa dimension sociale, à la réappropriation de la dignité, de la maîtrise individuelle, de la personnalité, de l'aptitude au renoncement comme à l'engagement,...

(A.S.M.)

* Mettre sur pied une structure de coordination de la politique sportive publique qui soutiendra les communes, régions, clubs etc... à l'élaboration de politique d'accessibilité.

(Sahli F., Sport et Démocratie)

* Mise sur pied d'une agence de l'éducation par le sport comme en France qui soutiennent financièrement des projets de socialisation par le sport.

(Vanderschueren P., Peps-Sport asbl Agence Conseil du Sport)

* Favoriser le sport auprès de groupes tels que scouts, patro, etc (jeunes qui ne pratiquent pas nécessairement du sport).

(Meurens A., entraîneur volley ball club JMB Baelen et Tournante aubeloise)

* Sport gratuit pour tous (coût d'inscription = un frein!).

(Harlange J-P., organisateur du jogging "allure libre du trou du beau bois")